

NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



49759
Distr.
GENERALE

E/CN.14/517
E/CN.14/SW/33
6 avril 1971

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DU SEMINAIRE REGIONAL SUR LES PROGRAMMES NATIONAUX DE SERVICE POUR LA JEUNESSE EN AFRIQUE

(Addis-Abéba, 23 novembre - 4 décembre 1970)

TABLE DES MATIERES

CHAPITRES

Paragraphes

I.	Organisation du Séminaire origine; patronage; objectifs du Séminaire; participation aux séances; bureau; séance d'ouverture; méthode de travail - - - -	1 - 22
II.	Examen de l'évolution récente des programmes nationaux de services pour la jeunesse en Afrique - - - - -	23 - 26
III.	Rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans le développement économique et social - - - - -	27 - 36
IV.	Mesures à prendre pour renforcer la contribu- tion des programmes nationaux de services pour la jeunesse au développement économique et social - - - - -	37 - 53
V.	Politique nationale à l'égard de la jeunesse et coopération internationale - - - -	54 - 59
VI.	Conclusions et recommandations - - - -	60

ANNEXES

- I. Ordre du jour et calendrier des travaux
- II. Liste des participants et des observateurs
- III. Liste des documents
- IV. Résolution adoptée par les représentants des pays
africains participant au Séminaire sur les pro-
grammes nationaux de services pour la jeunesse en
Afrique tenu à Addis-Abéba
- V. Définitions tirées des conclusions du cycle d'étude
interrégional sur les programmes de service na-
tional de la jeunesse, Holte (Danemark), 17-30 no-
vembre 1968

CHAPITRE PREMIER

ORGANISATION DU SEMINAIRE

Origine

1. Le Séminaire régional sur les programmes nationaux de services pour la jeunesse en Afrique s'est tenu au siège de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abéba (Ethiopie) du 23 novembre au 4 décembre 1970, conformément à la résolution 170(VIII) adoptée par la Commission à sa huitième session, qui fait valoir la nécessité d'établir des programmes orientés vers l'action pour "mobiliser au maximum la jeunesse en vue du service national et du développement." Le fait qu'il était organisé en 1970 est particulièrement significatif eu égard au Programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique de l'OIT qui a été lancé à la troisième Conférence régionale de l'OIT en décembre 1969 à Accra (Ghana), ainsi qu'aux programmes spéciaux pour l'emploi et la formation de la jeunesse adoptés à la cinquante-quatrième session de la Conférence internationale du travail tenue en juin 1970.

Patronage

2. Le Séminaire a été organisé conjointement par la CEA et l'Organisation internationale du Travail (OIT), avec la contribution financière du Gouvernement danois. Le Comité régional interinstitutions pour la jeunesse et plusieurs autres institutions intéressées se sont également associés à l'organisation de ce séminaire.

Objectifs du Séminaire

3. Le Séminaire avait pour but d'examiner l'évolution récente des programmes nationaux de services pour la jeunesse, en ce qui concerne notamment les compétences techniques et les possibilités d'emploi et de recommander les mesures supplémentaires que les organisations gouvernementales, non gouvernementales et intergouvernementales pourraient prendre pour que ces programmes jouent un plus grand rôle dans le développement économique et social des pays.

4. Organisé dans le prolongement direct du Cycle d'études interrégional sur les programmes de services nationaux pour la jeunesse, tenu sous les auspices des Nations Unies et de l'OIT en 1968, et de la Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national, organisée également en 1968 par la CEA, le Séminaire a été invité à formuler à l'intention des gouvernements et des organisations de la jeunesse, des recommandations concernant les mesures à prendre au niveau national et au niveau local ainsi que des recommandations d'application régionale destinées à la réunion mondiale des Nations Unies sur la participation de la jeunesse à la deuxième Décennie du développement qui se tiendra à Genève en septembre 1971.

5. Se concentrant sur la nécessité d'intensifier la participation de la jeunesse aux activités de développement, les participants ont passé en revue les recommandations des réunions précédentes sur la jeunesse pour exposer les réactions de leur pays à ces recommandations et les mesures prises pour y donner suite. L'expérience de divers pays africains dans le domaine des programmes nationaux de services pour la jeunesse a été analysée et des recommandations ont été formulées à la lumière de cette expérience.

6. Les organisateurs espéraient que le Séminaire permettrait aussi aux participants de se mettre au courant des efforts déployés en faveur de la jeunesse par les Nations Unies ainsi que par l'OIT et d'autres institutions spécialisées et qu'il les conduirait à proposer des moyens de rendre ces efforts plus fructueux. Le Séminaire devait également servir de cours de formation pour tous les participants et devait favoriser la coopération entre les organisations gouvernementales et non gouvernementales, pour ce qui était notamment des programmes nationaux de services pour la jeunesse. (voir à l'annexe I l'ordre du jour et le programme de travail journalier adopté par le Séminaire).

Participation aux séances

7. Quarante participants venant de 30 Etats membres de la CEA ont assisté au Séminaire. Etaient également présents des observateurs des organisations suivantes : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Fonds international pour l'enfance (FISE), ainsi que diverses organisations nationales et internationales de la jeunesse, les Etats Membres des Nations Unies et les ambassades établies à Addis-Abéba (on trouvera la liste des participants à l'annexe I).

Bureau

8. Les participants ont constitué leur bureau de la façon suivante :

Président : Ato Seyoum Gebré Sélassié (Ethiopie)
Premier Vice-Président : M. Gaston Bagou (Côte d'Ivoire)
Deuxième Vice-Président : S.E. M. Carl Reindorf (Ghana)
Rapporteurs : M. Abdoul Magib Guéné (Sénégal)
M. Mohamed Fawzy Hussein (RAU)

Les membres du bureau, ainsi que le Directeur, les deux codirecteurs et le Secrétaire général du Séminaire ont constitué le Comité de direction.

Séance d'ouverture

9. Le Séminaire a été officiellement ouvert par S.E. Ato Getahoun Tassema, Ministre du développement communautaire et des affaires sociales du Gouvernement impérial éthiopien. Dans son discours d'ouverture, le Ministre a déclaré que le problème de la jeunesse méritait la plus grande attention. Son

ampleur variait d'un pays à l'autre dans la région africaine comme dans le reste du monde, mais les participants se rendraient mieux compte de sa gravité sur le plan social en procédant à une comparaison de la situation dans différents pays.

10. Le Ministre a attiré l'attention sur divers rapports de l'Organisation des Nations Unies, d'après lesquels la jeunesse représentait de 50 à 60 p. 100 de la population dans les pays en voie de développement. Les établissements d'éducation traditionnelle et les institutions de formation ne pouvaient assurer des services à la jeunesse en raison de la structure de leur administration et du manque d'enseignants. Une nombre considérable d'enfants d'âge scolaire ne pouvaient poursuivre leurs études faute de places dans les écoles et parmi ceux qui y étaient inscrits, un grand nombre abandonnaient prématurément pour chercher des emplois, difficiles à obtenir; enfin, des possibilités d'emploi ne pouvaient être offertes à tous ceux qui avaient achevé leurs études secondaires.

11. M. Carl Nissen, parlant au nom du Gouvernement du Danemark, a montré comment les organisations danoises de la jeunesse, unies au sein d'un Conseil national de la jeunesse, avaient acquis le droit de prendre part à l'élaboration des décisions à l'échelon national en raison de la position déterminée qu'elles avaient prises pour défendre les traditions démocratiques au cours de la seconde guerre mondiale et par la suite. Il a exprimé l'espoir que lorsque la jeunesse soulevait de façon très énergique la question de sa participation à l'édification d'une nouvelle société, elle touchait un point sensible chez les politiciens et administrateurs les plus conscients de leurs responsabilités, dont un nombre croissant partageait et appuyait son point de vue. Il a souhaité que le Séminaire, ainsi que les activités des jeunes en Afrique, réussissent à créer les structures grâce auxquelles la jeunesse pourrait pleinement utiliser pour l'édification d'une société nouvelle les forces dynamiques de ses espoirs et de ses aspirations.

12. M. Pierre Adossama, Codirecteur du Séminaire, parlant au nom de l'OIT, a fourni des informations aux participants sur le Programme mondial de l'emploi de l'OIT et sur le programme des emplois et des compétences techniques pour l'Afrique lancé par l'OIT à sa troisième Conférence régionale africaine tenue à Accra en décembre 1969. Il a également mentionné les programmes spéciaux pour l'emploi et la formation de la jeunesse adoptés à la cinquante-quatrième session de la Conférence internationale du travail. En vue de favoriser la création de petites et moyennes entreprises viables, l'OIT s'efforçait de trouver des méthodes rationnelles et des formes pratiques d'organisation du travail pour assurer la participation effective des jeunes aux efforts des gouvernements africains. A propos du problème inquiétant du chômage et du sous-emploi, il a indiqué que l'OIT essaierait, grâce à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources existantes, d'aider les gouvernements africains à créer des emplois productifs et rémunérateurs pour la jeunesse. Dans l'ensemble, l'OIT accorderait une plus grande importance aux

problèmes de la formation professionnelle et de l'éducation des enfants et, des adultes, et aiderait les dirigeants des organismes de jeunesse à acquérir et à développer les qualités nécessaires à la conduite des hommes, qui leur permettraient d'inspirer plus de confiance aux jeunes.

13. Prenant la parole au nom de la Commission économique pour l'Afrique, le Secrétaire exécutif adjoint, M. Rajaobelina, a déclaré que le problème grandissant du chômage et du sous-emploi dans les zones urbaines et rurales était parmi les plus graves auxquels les gouvernements africains devaient faire face. Les perspectives d'emploi ne progressaient pas au même rythme que les investissements. On estimait que le nombre de la population active aurait doublé en Afrique à la fin de la deuxième Décennie du développement et que les gouvernements africains éprouveraient des difficultés croissantes à créer de nouvelles possibilités d'emploi pour répondre aux demandes toujours plus nombreuses.

14. Le représentant de la CEA a attiré l'attention sur les graves dangers, d'ordre économique et politique, que pourrait entraîner l'aggravation du problème du chômage. Sur le plan économique, il était paradoxal et inadmissible qu'une masse toujours plus grande de jeunes travailleurs en puissance doive continuer à rester en dehors du système productif et représente de ce fait une charge toujours plus lourde pour la nation. Sur le plan politique, les milliers de chômeurs et de jeunes oisifs mécontents de leur sort étaient une proie facile pour la propagande subversive et constituaient une grave menace pour la stabilité économique des jeunes nations indépendantes africaines.

15. Il a déploré qu'un grand nombre d'Etats africains n'aient pas pu mettre en place un dispositif pour la définition et la programmation de leurs besoins de main-d'oeuvre et de formation et n'aient pas été de ce fait en mesure d'élaborer des programmes en vue de l'utilisation optimale de leurs ressources en main-d'oeuvre.

16. En conclusion, M. Rajaobelina a invité les participants à présenter des suggestions et des recommandations concrètes sur la façon dont les programmes nationaux de services pour la jeunesse des gouvernements africains pourraient être plus étroitement intégrés à la planification du développement national et aux fonctions des ministères de l'éducation, de l'agriculture, de la santé, de l'industrie et du commerce, en vue de promouvoir un développement plus réel et plus dynamique des potentialités de la nation, au niveau des communautés locales et dans la personnalité des jeunes.

17. S.E. M. Diallo Telli, Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'unité africaine, s'est aussi adressé au Séminaire à la session d'ouverture. Il a rappelé qu'en raison de leur importance, les problèmes de la jeunesse africaine avaient toujours fait l'objet de préoccupations constantes de la part des hautes instances de l'OUA depuis sa création en mai 1963. A sa première réunion ordinaire tenue au Caire en juillet 1964, la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement lui avait donné mandat de déployer tous

les efforts nécessaires pour aider les jeunes à se constituer en une organisation panafricaine de la jeunesse. A la suite d'efforts soutenus et de contacts multiples, la Panafricaine de la jeunesse avait vu le jour à Alger en 1967, avec l'assistance de l'OUA. En septembre 1969, à Addis-Abéba, la Panafricaine de la jeunesse, sur proposition du Conseil des ministres approuvée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, avait obtenu officiellement le statut d'observateur auprès de l'OUA. Le souhait le plus ardent de celle-ci était que la Panafricaine de la jeunesse, constituée après tant d'efforts, soit réellement un forum de toute la jeunesse africaine ouvert à chaque jeune Africain et à chaque organisation de jeunesse africaine, en dehors de toute considération de langue, d'origine, d'idéologie, de philosophie et de nationalité, et constitue un véritable creuset où devaient se confronter, s'organiser et s'harmoniser dans l'intérêt supérieur de l'Afrique, toutes les opinions et toutes les expériences tentées sur le plan national, sous-régional et régional.

18. Avant de prononcer son discours officiel, le Secrétaire général administratif de l'OUA a attiré l'attention des participants sur les événements qui s'étaient produits et se poursuivaient en Guinée. En réponse à cette déclaration, les participants ont adopté une résolution exprimant leur bouleversement et leur indignation. Le texte de cette résolution se trouve à l'annexe IV.

19. Après les discours d'ouverture, trois réponses brèves ont été faites respectivement au nom des participants francophones, des participants anglophones et des observateurs d'organisations non gouvernementales.

Méthode de travail

20. Après la cérémonie d'ouverture, les participants ont examiné en séance plénière les trois premiers points de l'ordre du jour. Chaque point a été présenté par un ou plusieurs consultants qui ont aussi soumis des documents de travail au sujet de la question considérée. Une journée entière a été consacrée à chacun des trois points. Au second stade de ses travaux, le Séminaire s'est scindé en deux comités, l'un qui s'est occupé en particulier du rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans la participation des jeunes au développement rural et l'autre qui s'est occupé de la même question considérée par rapport aux programmes de développement national autres que ceux qui intéressent le développement rural. A l'échelon des comités, les travaux ont duré deux jours et demi. Le Séminaire a repris ses séances plénières pendant les quatre derniers jours, au cours desquels il a considéré les projets de rapport et les recommandations des comités, a abordé le quatrième point de son ordre du jour (politique nationale à l'égard de la jeunesse et coopération internationale), et a examiné et approuvé son rapport.

21. Pendant le Séminaire, les participants ont été invités à deux réceptions, dont l'une a été organisée par le Secrétariat international du service volontaire, et l'autre, qui avait été offert par les organisateurs du Séminaire,

a été précédée par la présentation de quelques courts-métrages sur les programmes nationaux de services pour la jeunesse dans plusieurs pays d'Afrique. Le lundi 30 novembre, une demi-journée a été consacrée à des visites qui ont permis aux participants de voir notamment l'Ecole ménagère "Princesse Tenagné Work", une usine de parapluies fabriqués par des diminués physiques et l'Institut d'études éthiopiennes.

22. A la séance de clôture, le vendredi 4 décembre 1970, une allocution a été prononcée par M. Meshack A.O. Ndisi, Directeur régional de la FAO pour l'Afrique, au nom des organisateurs du séminaire.

CHAPITRE II

EXAMEN DE L'EVOLUTION RECENTE DES PROGRAMMES NATIONAUX DE SERVICES POUR LA JEUNESSE EN AFRIQUE

(Point 1 de l'ordre du jour)

23. Ce point a été présenté par M. Peter Kuenstler, Secrétaire général du Séminaire. Attirant l'attention des participants sur le document E/CN.14/SW/31, ^{1/} il a passé en revue les conclusions et recommandations présentées aux réunions sur la jeunesse tenues précédemment en Afrique et ailleurs. Les plus importantes avaient été à son avis la Réunion régionale sur l'emploi des jeunes et le développement national tenue à Niamey, le Cycle d'études inter-régional sur les programmes de services nationaux pour la jeunesse tenu au Danemark en novembre 1968 et le Cycle d'études régional de l'Afrique du Commonwealth, également consacré aux programmes pour la jeunesse, tenu à Nairobi en novembre 1969. La recommandation 136 adoptée par la Conférence internationale du travail en 1970 concernant les programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement avait défini pour la première fois une norme internationale pour les programmes nationaux en faveur de la jeunesse.

24. Le Séminaire devait aller de l'avant en essayant de répondre à certaines questions, en se demandant par exemple si toutes ces conclusions et recommandations étaient valides et applicables aux pays africains et, dans l'affirmative, pourquoi elles n'étaient pas appliquées. Il convenait en outre d'essayer de déterminer la proportion du contenu d'un programme qui devait être consacrée à la formation et celle qui devait être consacrée au travail dans les projets de développement. Il faudrait surtout entreprendre une analyse des coûts et avantages des programmes, bien qu'il soit difficile de donner des valeurs précises à de nombreux avantages impondérables ou à des coûts "cachés". Certains pays africains étaient en train de lancer des programmes de service national pour toutes les couches de la population; la question se posait de savoir s'il était convenable ou nécessaire dans ce cas de planifier et d'organiser des programmes distincts de services pour la jeunesse. Il serait peut-être possible, en élaborant les programmes et surtout en fournissant, par exemple, les différents types de formation nécessaires, d'arriver à des accords d'aide mutuelle entre pays voisins d'Afrique et de demander un accroissement et l'assistance et une amélioration des diverses formes de cette assistance. Finalement, pour que le Séminaire soit utile, il devait être suivi de la création de centres de formation, de discussions techniques, de voyages d'études, etc., sur le plan sous-régional, national et local.

^{1/} "Les programmes nationaux de services pour la jeunesse : où en sommes-nous ? Que devons-nous faire dans l'immédiat ?"

25. Au cours du débat qui a suivi, chaque participant a présenté un exposé sommaire sur la situation et l'évolution récente dans son pays. Plusieurs pays étaient en train de repenser et de reformuler leurs plans et leurs projets. La recherche de nouvelles formules et de nouvelles méthodes dépassait les programmes des services pour la jeunesse proprement dits et s'étendait aussi au domaine de la réforme de l'enseignement. Comme on se préoccupait actuellement d'arrêter, de réglementer ou de réduire l'exode rural des jeunes, les programmes de "ruralisation" de l'éducation revêtaient un intérêt particulier. La menace d'un accroissement du chômage et le fait que les jeunes constituaient une proportion importante et croissante des chômeurs, étaient particulièrement inquiétants.

26. Plusieurs pays avaient jugé utile d'organiser des programmes structurés de façon différente pour la jeunesse urbaine et rurale. Certains reconnaissaient que les organisations non gouvernementales qui s'occupaient de la jeunesse, pouvaient apporter une contribution utile au service national, alors que d'autres faisaient une nette distinction entre de telles organisations et le programme gouvernemental du service national pour la jeunesse. Plusieurs pays ont fait part des grandes difficultés auxquelles ils se heurtaient pour recruter, former et conserver du personnel compétent. Lorsque des programmes existaient déjà depuis longtemps, des animateurs de jeunes étaient formés dans le cadre même de ces programmes. Nombre de pays éprouvaient des difficultés pour coordonner leurs programmes sur le plan administratif et ne parvenaient pas toujours à obtenir la coopération voulue entre les divers ministères ou services chargés des programmes pour la jeunesse.

CHAPITRE III

ROLE DES PROGRAMMES NATIONAUX DE SERVICES POUR LA JEUNESSE DANS LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

(Point 2 de l'ordre du jour)

27. Ce point a été présenté par un groupe de deux consultants : M. E.Q. Blavo et M. P. Galeazzi. Leur présentation était fondée sur deux documents établis pour le Séminaire ^{1/}.

28. Dans son introduction, M. Blavo a déclaré que dans le cadre du développement économique et social de l'Afrique, les programmes nationaux de services pour la jeunesse devaient viser à préparer les jeunes à l'intégration dans la société et au rôle que celle-ci attendait d'eux. Parmi les problèmes pratiques qui entravaient les progrès en Afrique, on relevait deux éléments essentiels : la pauvreté des régions rurales et le manque d'instruction. Les jeunes devaient être aidés pour des raisons humanitaires faciles à comprendre et aussi parce qu'ils étaient censés avoir devant eux 30 à 40 ans de vie professionnelle au cours desquels ils contribueraient à la modernisation de la société et de l'économie; bien dirigées, leur énergie et leurs idées seraient vitales pour le processus d'édification de la nation. S'ils restaient oisifs et sans emploi, surtout pendant de longues périodes, leur vie risquait d'être détruite, ce qui serait une cause de chagrin pour leurs parents et leurs amis, et en dernière analyse une grave perte d'énergie productive pour la nation.

29. Des programmes nationaux de services pour la jeunesse devaient être élaborés sous une forme ou sous une autre dans chaque pays africain sur le plan national, provincial ou régional et local. Leur but devait être d'aider le jeune homme ou la jeune fille à devenir un bon citoyen, à trouver un emploi utile qui lui permette de vivre décemment et de mener une vie privée satisfaisante. Un autre but de ces programmes était d'aider à déterminer les besoins des jeunes eux-mêmes et d'y répondre. L'Etat devait jouer un plus grand rôle, notamment en réunissant les conditions matérielles, économiques et sociales propres à favoriser le développement des jeunes. Les organismes bénévoles devaient eux aussi contribuer à l'activité menée dans ce domaine.

30. M. Galeazzi a ensuite passé en revue quelques points significatifs de l'évolution des programmes nationaux des services pour la jeunesse dans les pays francophones. De nouvelles formes de services avaient fait leur apparition sur l'initiative de différents ministères. Les ministères de la jeunesse avaient hérité de l'époque coloniale des attributions tournées vers les

^{1/} "Le rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans le développement économique et social" (E.Q. Blavo), E/CN.14/SW/30.

"Revue de quelques programmes de service national pour la jeunesse et autres programmes à buts similaires" (P. Galeazzi), E/CN.14/SW/27.

activités récréatives et culturelles. Leurs cadres étaient souvent accaparés par l'enseignement de la culture physique dans les écoles secondaires. D'autres ministères se mettaient à organiser des programmes de formation de jeunes utiles au développement. La multiplicité des interventions dans ce genre de programmes exigeait donc au niveau national des mesures de coordination appropriées.

31. Les programmes nationaux de services pour la jeunesse nécessitaient non seulement des instructeurs mais aussi du personnel de conception, d'organisation et de gestion et, d'autre part, des techniciens pour diriger les programmes de travaux. Les instituts traditionnels de formation de cadres pour les programmes de jeunesse n'étaient pas en mesure de fournir cette gamme de spécialistes. Aussi des centres de formation de cadres avaient-ils dû être créés dans certains pays pour répondre à ces besoins nouveaux.

32. Etant donné la nécessité de rechercher la rentabilité et l'efficacité des programmes de services pour la jeunesse, on se préoccupait de plus en plus, sous la pression des autorités d'arbitrage et de financement :

- a) De réduire les coûts d'investissement et de formation;
- b) D'éviter les gaspillages de gestion;
- c) De rechercher des économies de compensation sur d'autres programmes;
- d) De consolider les résultats de la formation au niveau du placement et du follow up;
- e) D'obtenir, si possible, que les jeunes formés deviennent des animateurs ou des vulgarisateurs;
- f) De prendre certaines précautions en vue du succès, concernant notamment la sélection des candidats et la sélection des activités et des zones géographiques;
- g) D'associer étroitement les programmes de services pour la jeunesse aux projets de développement rural, le plus souvent avec l'assistance directe et la participation de services spécialisés dans le développement rural.

33. A propos des innovations à introduire dans les systèmes classiques d'enseignement, M. Galeazzi a informé les participants qu'à la suite des recommandations de la Conférence bisannuelle des ministres de l'éducation des pays francophones, des réformes profondes étaient instaurées dans certains pays et devaient avoir des répercussions sur les programmes de services nationaux pour la jeunesse. Il s'agissait notamment de la ruralisation du cycle primaire et de l'organisation de cycles d'études pratiques d'adaptation post-primaires. L'exemple particulier du système de la Haute-Volta (centres

d'éducation rurale substitués à l'école primaire pour garçons et filles de 14 à 17 ans et complétés par des groupements post-scolaires de production) a été exposé.

34. Au cours du débat qui a suivi les deux présentations, les participants ont souligné que la réforme du système scolaire pouvait être à la base d'une contribution plus fructueuse de la part des jeunes, surtout dans le secteur vital du développement rural. L'amélioration de l'infrastructure et des installations des régions rurales contribuerait certes à y retenir les jeunes, mais de telles mesures seraient peu utiles, à moins que l'on n'accorde aux jeunes des incitations économiques essentielles pour faciliter l'écoulement des marchandises et assurer des crédits et des prix stables et suffisants pour les produits agricoles.

35. On avait abordé les questions de l'organisation de la formation professionnelle et de centres de formation pour les jeunes de diverses façons. Si le centre de formation était situé loin du foyer et du village auxquels ces jeunes appartenaient, ils pouvaient se trouver incités à en rester éloigné. La meilleure méthode paraissait être le système de formation en cours d'emploi et dans les régions rurales, ce qui entraînait souvent l'intégration de cette formation dans un programme plus large de développement rural global sur la base d'une zone ou d'une région. Les efforts déployés en vue de faire participer les jeunes qui étaient déjà acclimatés aux conditions de la vie urbaine semblaient parfois inutiles et il serait préférable, en choisissant des jeunes pour la formation, de donner la priorité dans les programmes destinés au développement rural à ceux qui habitaient encore les régions rurales et de tâcher de leur fournir la formation technique qui leur permettait de trouver un moyen satisfaisant de gagner leur vie en restant sur place. Non seulement en cours de formation mais surtout en vue de la réinstallation des jeunes dans les régions rurales et pour d'autres activités urbaines productives, on avait jugé utile d'employer les méthodes et les structures coopératives.

36. Les participants ont estimé en général que les jeunes risquaient d'avoir l'impression d'être utilisés comme de simples instruments ou des outils pour la mise en oeuvre des projets de développement. Ce danger s'aggravait s'ils n'étaient pas renseignés, faute de communication ou d'instruction suffisante, sur la nature et le but du projet pour lequel ils travaillaient ou pour lequel ils recevaient une formation, et aussi s'il n'existait pas de possibilités pour les jeunes eux-mêmes de participer au processus de planification et aux décisions concernant les programmes de développement.

CHAPITRE IV

MESURES A PRENDRE POUR RENFORCER LA CONTRIBUTION DES PROGRAMMES NATIONAUX DE SERVICES POUR LA JEUNESSE AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

(Point 3 de l'ordre du jour)

37. Ce sujet a été présenté par un groupe de trois consultants, M. A.H. Shawky, M. L. Mannaert et Mlle L. Stuart, qui se sont appuyés dans leur introduction sur le document E/CN.14/SW/32, diverses études de l'OIT [34(LIV-1970)] et le document E/CN.14/SW/28 1/.

38. M. Shawky a défini deux catégories principales d'institutions sociales qui portaient la responsabilité du chômage parmi les jeunes :

- a) Les institutions économiques et
- b) Les institutions d'enseignement.

En raison de leurs structures rigides, ces deux types d'institutions manquaient à leurs obligations et en conséquence de nombreux jeunes avaient été abandonnés à leur sort, c'est-à-dire sans emploi, inemployables et incapables de s'employer eux-mêmes. Logiquement les gouvernements auraient dû prendre les mesures qui s'imposaient pour que ces institutions jouent un rôle plus efficace. Ils avaient préféré, pour la plupart, lancer des programmes nationaux de services pour la jeunesse en vue de surmonter les difficultés. Il s'agissait de services temporaires qui pouvaient aider les institutions essentielles mais non pas les remplacer. Il fallait espérer qu'en se libérant ainsi des méthodes traditionnelles, les gouvernements seraient à même de résoudre de façon rapide, pratique et efficace les problèmes qui se posaient. Les programmes de services nationaux devaient être conçus comme des

1/ "Mesures à prendre pour renforcer la contribution des programmes nationaux de services pour la jeunesse au développement économique et social" (Shawky), E/CN.14/SW/32.

"BIT - Compte rendu provisoire : cinquante-quatrième session, Genève : Rapport de la Commission des programmes pour la jeunesse", "L'exode rural des jeunes dans les pays en voie de développement : réflexions méthodologiques", (Louis Roussel) "Création d'emplois par le développement rural : un projet pilote au Nigéria occidental" (P. Mueller et K.H. Zevering), "Comparative cost-benefit analysis of youth training and employment schemes in developing countries : tentative assessment of costs and benefits of the Kenya Youth Service" (E. Costa), 34(LIV-1970).

"Programmes nationaux de services pour les jeunes femmes et les jeunes filles en Afrique" (L. Stuart), E/CN.14/SW/28.

mesures dynamiques (et pratiques) mises au point pour résoudre les difficultés que posaient pour les jeunes la croissance et la nécessité de s'adapter. L'accent était mis pour le moment sur le chômage de la jeunesse mais, plus tard, il devrait être reporté, selon l'évolution de la situation, sur des problèmes nouveaux et plus urgents.

39. Pour pouvoir agir sur le système d'éducation et par là même contribuer au maximum au développement social et économique de leurs pays respectifs, les programmes de services nationaux pour la jeunesse devaient adopter les méthodes d'enseignement les plus progressistes. Leurs conceptions devaient s'inspirer du fait qu'ils étaient les promoteurs de toute innovation dans le domaine de l'éducation. Elles pourraient reposer sur des notions telles que "préparation à la vie", "l'éducation par l'expérience", "apprentissage sur le terrain", "auto-éducation", "éducation permanente", "éducation sociale", "recours aux moyens locaux", etc.. Les innovations et les expérimentations devaient tenir une place très importante dans les programmes nationaux de services pour la jeunesse.

40. Pour introduire des méthodes d'enseignement progressives dans le cadre des programmes économiques nationaux pour la jeunesse, les moyens suivants devaient être considérés :

- a) Choisir le personnel enseignant parmi les maîtres les plus expérimentés et les plus créateurs, disposés à essayer de nouvelles méthodes de formation avec l'aide des auxiliaires pédagogiques les plus simples et les moins coûteux.
- b) Associer étroitement la formation et la communauté : il était essentiel d'étudier régulièrement le marché pour aligner la formation sur l'offre d'emplois; l'éducation des parents pouvait jouer un grand rôle vis-à-vis des jeunes générations. La participation au développement communautaire pouvait aider à la prise de conscience civique. Discuter des problèmes de placement après la formation avec les chefs de la communauté pouvait faciliter le placement des jeunes diplômés.
- c) Mettre l'accent sur l'expérience, en particulier l'acquisition des compétences et des attitudes fondamentales. On devait insister sur l'apprentissage pratique, sur le terrain.
- d) Pour intéresser véritablement les jeunes et obtenir d'eux de meilleurs résultats, solliciter leur participation aux différents stades du programme. Il fallait leur demander d'exprimer leurs idées et de proposer des programmes supplémentaires. Dans la mesure du possible, il fallait les laisser choisir leur spécialisation. Ils devaient être encouragés à donner leur opinion sur les méthodes d'éducation, etc..

- e) Aider et encourager l'apprentissage comme moyen de formation. Des plans devaient être prévus dans tous les programmes nationaux de services pour la jeunesse en vue d'encourager l'apprentissage.

41. En abordant la question, M. Mannaert a déclaré qu'un service national de la jeunesse, qu'il soit organisé pour les jeunes gens ou pour les jeunes filles, pouvait offrir un troisième moyen de mettre en valeur les ressources humaines, parallèlement à l'enseignement plus traditionnel et à la formation professionnelle. Envisagé ainsi, il devait être planifié dans le cadre de l'ensemble des efforts tendant au développement économique et social et conformément aux projections de main-d'oeuvre, de sorte que ses projets entrent bien dans l'ordre de priorité et que la formation donnée corresponde aux emplois disponibles.

42. Jusque-là, les projets avaient été pour la plupart limités dans leur portée et n'avaient intéressé qu'un faible pourcentage des chômeurs et de la jeunesse non scolarisée. Il était peut-être difficile de les étendre faute de personnel, d'installations et de crédits suffisants. Cependant, il devait être possible de surmonter les deux premiers obstacles, soit en empruntant le personnel et les installations nécessaires à d'autres ministères, à l'armée ou aux services d'enseignement, soit en formant des cadres, soit en faisant appel à des volontaires nationaux et étrangers ou en suscitant des programmes d'auto-construction. Les obstacles financiers étaient plus difficiles à surmonter mais on devait pouvoir obtenir des fonds supplémentaires du ministère des finances en faisant valoir des arguments d'ordre statistique ou d'importantes transformations sociales attribuables aux programmes, le même qu'un complément d'aide étrangère ou des contributions volontaires. D'autre part, on devait pouvoir réaliser des économies grâce à une appréciation plus juste des coûts, une plus grande efficacité, l'exploitation maximale des ressources disponibles, un choix judicieux de projets ou le renvoi du personnel ou des éléments incompetents; on pouvait encore gagner davantage en augmentant la production, en améliorant les techniques de commercialisation et en choisissant des cultures ou des productions plus rentables.

43. S'agissant du contenu des programmes de services pour la jeunesse, M. Mannaert a défini quatre éléments : l'éducation générale, sociale et culturelle, la formation psychologique, la formation professionnelle et la production. De ces quatre éléments, c'était peut-être la formation psychologique dont on tenait le moins compte, malgré son extrême importance : attitudes au travail (assiduité, discipline, prudence, tempérance, conscience civique), et aussi esprit d'entreprise et autonomie.

44. L'autonomie financière constituait l'un des principaux critères pour le choix des projets, mais d'autres facteurs devaient aussi être pris sérieusement en considération, à savoir : la possibilité d'offrir une formation peu coûteuse et permettant d'obtenir à brève échéance de meilleurs emplois, de

créer des emplois nouveaux grâce par exemple à des méthodes exigeantes en main-d'oeuvre, et de rendre la collectivité plus prospère ou plus agréable. A titre indicatif, quelques projets productifs susceptibles d'être entrepris ont été cités : confection de sacs à provisions en toile, fabrication d'objets en rotin, production de textiles teints ou de blocs de ciment, formation d'orchestres "pop", d'ensemble musicaux, de groupes folkloriques, culture de champignons, de fraises ou autres denrées marchandes, création de jardins ou viviers modèles ou élevage de petits animaux, travaux de construction ou de récolte à forfait. Des activités de cet ordre étaient rentables et contribuaient en outre considérablement à assurer un caractère pratique à la formation et à mettre en application des techniques de vente, de gestion ou de comptabilité.

45. Enfin, M. Mannaert a insisté sur la nécessité de programmes complémentaires grâce auxquels les stagiaires pourraient obtenir une formation plus poussée, un emploi ou une aide pour s'installer. Il a suggéré que ces programmes prévoient une formation professionnelle complémentaire, des services de placement, d'orientation et de tests professionnels, de vulgarisation agricole ou industrielle, des projets de repeuplement, des systèmes d'indemnité de réinstallation et des facilités de crédit, des coopératives de producteurs, des clubs de jeunes agriculteurs, etc.. Ces programmes, associés à d'autres visant à améliorer la vie rurale ou familiale, à accroître les revenus, la sécurité ou les possibilités d'avancement des diplômés ou à les faire participer à l'élaboration des décisions intéressant leur milieu immédiat, devaient rendre plus aisée et plus effective l'intégration des stagiaires au marché du travail.

46. Dans sa présentation, Mlle Stuart a abordé la question de la participation des jeunes femmes au développement national grâce à des programmes nationaux de services pour la jeunesse. Elle a fait observer que bien que les jeunes filles représentent un fort pourcentage de la jeunesse, (dont les illettrés, les adolescents sortis prématurément de l'école, les ouvriers semi qualifiés ou non qualifiés et les chômeurs), on avait en général tendance à les regrouper avec les femmes et à laisser aux services de protection sociale et de développement communautaire le soin de s'en occuper. D'autre part, les programmes d'enseignement classique et non classique pour les filles étaient fondés sur le principe de la femme ménagère, épouse et mère. Ce principe ne tenait pas suffisamment compte des années d'adolescence, entre 10 et 18 ans, pendant lesquelles les jeunes filles pouvaient être amenées à se marier trop tôt ou à aller à la dérive, faute d'autres solutions.

47. Il faudrait donner aux jeunes filles les mêmes possibilités qu'aux jeunes garçons de suivre des cours de formation spécialisés et d'acquérir l'expérience d'un métier. Il conviendrait par exemple de déployer des efforts particuliers pour leur enseigner les méthodes modernes d'élevage et d'agriculture. Pour atteindre ces objectifs, on pourrait faciliter et accroître la participation des jeunes filles aux programmes nationaux de services pour la jeunesse grâce aux moyens suivants :

- a) En implantant des centres de formation dans des lieux accessibles aux jeunes filles et où leurs parents leur permettraient de se rendre;
- b) En recrutant des animatrices expérimentées et compétentes dans lesquelles les parents auront confiance;
- c) En admettant si possible les jeunes filles aux cours destinés aux jeunes garçons;
- d) En créant des services d'information itinérants;
- e) En prévoyant des cours intensifs de perfectionnement qui seraient donnés par des agents de vulgarisation.

48. Il fallait faire preuve d'une plus grande souplesse concernant l'âge d'admission (en prévoyant, le cas échéant, de le ramener à 11 ans dans les pays où les adolescentes abandonnent l'école plus tôt), ainsi que le programme et la durée des cours. Ces types de formation devaient permettre aux femmes de jouer un rôle plus efficace dans la production et de prendre des emplois autonomes. Il serait raisonnable à cet effet de prévoir une formation professionnelle élémentaire qui serait probablement mieux adaptée au niveau d'instruction de la plupart des stagiaires; la formation devait être conçue comme un tout et comme une progression par étape; les jeunes femmes devaient recevoir une formation et une éducation progressive qui se poursuivrait au-delà des années pendant lesquelles elles avaient des enfants, lorsque ceux-ci grandissant ou leurs maris assumant leur part de responsabilité, elles étaient moins astreintes par leurs obligations familiales; de plus, l'accent devait être mis sur la préparation des jeunes gens aussi bien que des jeunes filles sur leur rôle de parents dans le cadre de programmes nationaux de services pour la jeunesse.

49. Au cours du débat qui a suivi les trois présentations, les participants ont reconnu en général que les projets entrepris par les services nationaux pour la jeunesse devaient être conçus, planifiés et exécutés comme un élément du plan national de développement économique et social. Ils devaient ne pas dépasser les ressources disponibles et correspondre à des besoins précis. On a souligné qu'au stade de la planification et de l'établissement du budget, il fallait tenir compte des prolongements du projet achevé : utilisation de terres défrichées, entretien de routes ou de barrages construits dans le cadre du projet, etc..

50. Dans l'ensemble, les participants ont reconnu l'importance du rôle que les organisations non gouvernementales de jeunesse pourraient être appelées à jouer en captant l'enthousiasme des jeunes qui, dans certains cas, pourraient considérer avec méfiance des initiatives venant de l'Etat. Ces organisations pourraient également constituer des moyens de communication grâce auxquels les opinions des jeunes pourraient se faire connaître au stade de la planification du développement.

51. On a estimé qu'il y avait encore beaucoup à faire pour amener le public et les autorités gouvernementales et administratives à reconnaître la valeur des services pour la jeunesse. Il a été suggéré à cet égard d'envisager en premier lieu la création de commissions nationales pour le développement de la jeunesse. Les participants ont d'autre part considéré qu'il était indispensable de veiller à ce que le service ou le ministère chargés des questions de jeunesse coopèrent étroitement avec tous ceux qui administraient les programmes pour la jeunesse et qui disposaient librement de fonds pour l'exécution de ces programmes.

52. Les participants ont jugé que les besoins des femmes et des jeunes filles en matière de formation et de préparation à des emplois techniques ne retenaient pas suffisamment l'attention et que l'on négligeait souvent l'importance du rôle qu'elles pourraient jouer dans le développement national et local, tant en leur qualité de ménagères et de mères que dans le domaine du commerce et des échanges.

53. L'opinion a également été exprimée que les écoles normales d'instituteurs pourraient constituer des points stratégiques en servant de base de départ à une réforme à long terme de l'enseignement et en offrant une possibilité supplémentaire d'assistance aux programmes de services pour la jeunesse.

CHAPITRE V

POLITIQUE NATIONALE A L'EGARD DE LA JEUNESSE ET COOPERATION INTERNATIONALE

(Point 4 de l'ordre du jour)

54. Pour l'examen de cette question, le Séminaire était saisi d'un document de travail ^{1/}, qui a été présenté par M. J.H. Plate, consultant de la Division du développement social du Siège des Nations Unies.

55. Dans son introduction, le Consultant a expliqué que le programme international concerté des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse avait principalement pour objet d'aider les gouvernements à élaborer et à appliquer des politiques répondant aux besoins des jeunes et, ce faisant, à utiliser pleinement et ingénieusement les capacités et les aspirations de la jeunesse dans des programmes de développement national, régional et international. Il a ensuite exposé les efforts et les activités de l'Organisation dans ce sens, et les a présentés comme suit par questions principales, par thèmes et par programmes :

a) Questions principales :

- i) Le besoin de concilier les conceptions traditionnelles et novatrices pour l'élaboration des politiques en faveur de la jeunesse;
- ii) Le besoin d'harmoniser les efforts publics et bénévoles au sujet de l'application de politiques en faveur de la jeunesse;
- iii) Le besoin d'intégrer l'élaboration et l'application des programmes intéressant la jeunesse à la politique nationale d'ensemble.

b) Thèmes qui se sont dégagés des travaux de l'ONU : Un certain nombre de thèmes majeurs s'étaient dégagés reflétant les principales questions dont se préoccupaient les jeunes, les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressées, dans leurs sphères d'activité respectives. Le programme d'action concertée des Nations Unies était en fait centré sur ces thèmes :

- i) Le rapport entre l'enseignement scolaire et l'enseignement extra-scolaire et les problèmes de l'emploi et de la formation des jeunes dans les pays en voie de développement;
- ii) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse en tant que moyens d'utiliser les aptitudes et les aspirations des jeunes pour les activités de développement;

^{1/} "National youth policies and international co-operation" (John H. Plate)
E/CN.14/SW/29.

- iii) La formation d'animateurs de la jeunesse et notamment de volontaires nationaux;
 - iv) Les besoins des jeunes femmes et des jeunes filles;
 - v) L'élaboration de politiques nationales en faveur de la jeunesse et la définition des relations entre les gouvernements et les organisations non gouvernementales concernées;
 - vi) La coopération internationale en faveur de la jeunesse, au moyen notamment de programmes d'échanges;
 - vii) Les besoins de la jeunesse rurale.
- c) Programmes : En instituant des programmes de caractère pratique sur ces sujets, les Nations Unies avaient entrepris des activités qui pouvaient se diviser en trois catégories principales :
- i) Services consultatifs et assistance matérielle aux gouvernements;
 - ii) Activités tendant à assurer la participation des jeunes aux efforts de développement et à l'ensemble des travaux des Nations Unies;
 - iii) Activités et études tendant à attirer l'attention sur la situation de la jeunesse.

56. Si l'on se fondait sur l'expérience des politiques et programmes des Nations Unies en cours, l'avenir de la coopération internationale pouvait être envisagé de la façon suivante :

- a) Clarification des buts et orientations de l'activité de l'ONU en faveur de la jeunesse afin de susciter l'intérêt et d'encourager la participation des jeunes aux programmes des Nations Unies en faveur de la jeunesse.
- b) Renforcement de la capacité des organismes de l'ONU à fournir des services consultatifs et une aide matérielle en faveur de la jeunesse sur le plan national.
- c) Réévaluation des rapports entre les activités des organisations internationales non gouvernementales de jeunes et les programmes de l'ONU en faveur de la jeunesse, et renforcement du rôle de ces organisations dans l'exécution des programmes de l'ONU.
- d) Mise au point de moyens propres à aider la jeunesse à intervenir davantage dans les décisions et les politiques de l'ONU.

57. Au cours du débat qui a suivi, des éclaircissements ont été fournis aux participants sur diverses questions telles que la nature du mécanisme de coordination de l'assistance technique dans le domaine des activités en faveur de la jeunesse, le rôle du PNUD dans les activités et les procédures d'assistance technique à l'échelon national et les méthodes adoptées par le système des Nations Unies pour faire connaître ses activités relatives aux programmes pour la jeunesse.

58. On a estimé en général qu'étant donné l'importance du rôle que les organisations internationales non gouvernementales jouaient dans le domaine de la jeunesse, il serait bon que les efforts du système des Nations Unies soient associés à ceux de ces organisations afin d'accroître l'efficacité des programmes d'assistance technique à tous les niveaux géographiques.

59. L'ensemble des conclusions et des recommandations du Séminaire portant sur les politiques nationales et la coopération internationale sont reprises à la section XVI du chapitre VI ci-après.

CHAPITRE VI

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

60. Le Séminaire régional sur les programmes de services nationaux pour la jeunesse en Afrique, tenu à Addis-Abéba (Ethiopie) du 23 novembre au 4 décembre 1970, a examiné et adopté en séance plénière, compte tenu des rapports soumis par ses deux comités, les observations, conclusions et recommandations ci-dessous :

I. Introduction

a) Les pays africains doivent faire face au grave problème du chômage dont l'ampleur ne cesse de croître. C'est en fait un phénomène très répandu dans de nombreuses régions du monde, mais son influence et ses effets se font plus particulièrement sentir dans les pays en voie de développement, où plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. Comme l'ont répété les représentants qui ont pris la parole à la séance d'ouverture du Séminaire, en se fondant sur les recherches et les études des organismes des Nations Unies et surtout de l'OIT, les pressions économiques et sociales qui s'exercent actuellement empêchent de plus en plus les gouvernements de faire face d'une manière satisfaisante au grave problème du chômage qui les menace actuellement. Et l'on estime qu'en 1980, le nombre de jeunes qui quitteront l'école, qui demanderont à être admis dans des écoles ou qui chercheront des emplois, aura augmenté de 180 millions dans le monde. Ce sont encore les pays en voie de développement qui auront à faire face à la plus grande partie de cette augmentation.

b) Les services de l'enseignement, tels qu'ils sont conçus actuellement sont insuffisants; les ressources financières sont limitées et le taux de croissance économique est plus lent que le taux de croissance démographique. Dans ces conditions, un certain nombre de gouvernements africains ont résolument lancé de nouveaux programmes de services pour la jeunesse. Ils se sont rendu compte que d'autres méthodes devront être élaborées si l'on veut vraiment offrir aux jeunes les possibilités qu'ils recherchent et exigent pour leur permettre de façonner eux-mêmes leur avenir et d'aider à la solution des problèmes auxquels doivent faire face leur pays et l'ensemble de l'Afrique. Un départ a déjà été pris, et dans certains cas, il s'agit de plus qu'un départ. Mais si l'on veut prendre des mesures dont l'importance corresponde aux dimensions du problème, et si l'on veut mobiliser efficacement les idées dynamiques et les capacités des jeunes au service de leur communauté et du continent, il faudra faire plus - et même beaucoup plus - maintenant et dans l'avenir. Les conclusions et recommandations qui suivent sont présentées en vue de contribuer à cet effort.

II. Définition

a) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse sont des services officiels et officieux assurés par l'Etat avec ou sans la collaboration

des organisations non gouvernementales nationales qui s'occupent de tous les aspects du développement des jeunes (jeunes gens et jeunes filles) en fonction de leurs besoins et de leurs capacités et des besoins du pays afin de leur permettre de trouver la place et d'assumer le rôle qui leur revient dans la société.

b) Le concept de la jeunesse varie d'un pays à l'autre. Toutefois, le terme "jeunesse" désigne en général les jeunes qui ont atteint la fin de l'enfance ou l'adolescence et les jeunes adultes. Il comprend les jeunes qui sont encore à l'école, aussi bien que ceux qui sont mariés et ont des enfants. Il serait utile et raisonnable de définir la jeunesse comme le groupe d'âge compris entre 12 et 25 ans. Dans certains cas, on peut aussi englober sous ce vocable des personnes plus jeunes ou plus âgées.

III. Principes

a) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient faire partie du plan national de développement. De cette façon, il devrait être possible de veiller à ce que la formation réponde aux besoins à long terme du pays. En même temps, la portée des programmes devrait être très étendue. Il faudrait choisir les projets à exécuter conformément à la priorité qui doit être accordée aux besoins des jeunes en ce qui concerne la formation, l'emploi et le développement culturel et en tenant compte de l'opinion des jeunes gens exprimée dans le cadre du développement national.

b) Il convient de tenir compte, lors de l'élaboration de ces programmes, des aspirations locales et des pratiques culturelles. Ces programmes devraient être ouverts à tous les jeunes du pays et leur importance devrait correspondre au nombre croissant de jeunes dans tous les pays africains. Pour exécuter ces programmes qui constituent un investissement pour la mise en valeur des ressources les plus précieuses de tout pays, à savoir, ses ressources humaines, il faut fournir les moyens financiers, le matériel et le personnel nécessaires. Les gouvernements devront accepter un surcroît de responsabilités pour organiser convenablement et soutenir les programmes nationaux de services pour la jeunesse.

c) Bien souvent, le nombre de jeunes qui demandent à bénéficier des différents programmes nationaux de services pour la jeunesse dépasse le nombre de places disponibles. Dans d'autres cas, lorsqu'il s'agit, par exemple, d'encourager les jeunes les plus privilégiés à travailler dans des régions ou des secteurs déshérités du pays, il est parfois nécessaire de donner à ces jeunes une certaine orientation ou de les aider à associer certaines obligations et certains devoirs aux privilèges et aux avantages dont ils ont pu bénéficier. En principe, conformément à la recommandation de l'OIT sur les projets spéciaux concernant l'emploi et la formation des jeunes dans le cadre du développement national, la participation aux programmes nationaux devrait être volontaire, sauf dans des cas particuliers, où les gouvernements pourraient juger utile et nécessaire d'instituer une certaine forme de service obligatoire.

RECOMMANDATIONS

- 1) Les pays africains qui ne disposent pas déjà de programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient envisager sérieusement la possibilité d'en établir.
- 2) Il est recommandé d'évaluer constamment les programmes nationaux de services pour la jeunesse qui existent déjà et de leur donner, le cas échéant, une vigueur nouvelle pour préparer les jeunes à trouver leur place et à jouer un rôle productif et actif dans la société.
- 3) Les gouvernements doivent être prêts à jouer un rôle accru dans les programmes nationaux de services pour la jeunesse en fournissant de la main-d'oeuvre, des crédits et du matériel représentant un investissement comparable à ceux qu'ils consacrent à d'autres secteurs de l'économie nationale.
- 4) La participation aux programmes nationaux de services pour la jeunesse doit en général être volontaire, sauf dans des circonstances particulières où les gouvernements estiment nécessaire ou opportun d'instituer une certaine forme de service obligatoire offrant toutes les garanties nécessaires.

IV. La jeunesse et le développement national

- a) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse peuvent aider les jeunes à contribuer également au développement national dans les régions urbaines et rurales. Compte tenu de la nature essentiellement rurale des populations africaines, ces programmes ont un rôle particulièrement important à jouer dans le développement rural. Cependant, on ne peut s'attendre que les programmes de services pour la jeunesse arrêtent seuls ou inversent le mouvement d'exode des jeunes des régions rurales ou qu'ils apportent une solution aux nombreux problèmes de la population rurale.
- b) En général, il faut des projets de développement rural plus vastes et plus intégrés, conçus et exécutés conformément aux besoins nationaux et locaux de chaque pays. Une telle politique de développement rural doit aller de pair avec une politique de "décentralisation" des industries et des centres d'éducation, la formation devant être donnée en dehors des grandes villes et les moyens d'enseignement et de formation devant être implantés dans les régions rurales en même temps que l'infrastructure des services essentiels. Un relèvement progressif du niveau de vie dans les zones rurales deviendrait alors possible. C'est dans un tel contexte qu'on peut intégrer efficacement les programmes nationaux de services pour la jeunesse dans les autres programmes et services de développement rural.

c) La formation donnée aux jeunes doit viser à leur apprendre des techniques ou des métiers qui leur permettront de gagner leur vie dans les régions rurales comme salariés, comme agriculteurs indépendants ou comme artisans. Les programmes de formation pourraient porter sur les techniques agricoles, générales et spécialisées, sur les industries rurales et l'artisanat et sur la gamme croissante des activités économiques liées à la transformation des produits agricoles et à la création de complexes agro-industriels.

d) Pour que les programmes nationaux des services pour la jeunesse permettent aux jeunes de mener une existence agréable et de gagner leur vie dans les régions rurales, la formation doit être donnée sur place et dans des conditions aussi proches que possible de celles auxquelles les jeunes devront faire face à la fin de leur service.

e) Les jeunes qui vivent déjà dans les régions urbaines devront probablement y gagner leur vie. Quelques programmes nationaux de services pour la jeunesse visent à les encourager à retourner à la campagne, mais on sait que de tels efforts sont plus coûteux et ont moins de chances de réussir que les programmes destinés à amener la jeunesse rurale à rester à la campagne. La jeunesse urbaine a besoin cependant de services d'orientation et de formation professionnelles pour pouvoir trouver des emplois rémunérés ou autonomes, individuellement ou au sein de groupements coopératifs.

RECOMMANDATIONS

5) Le rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans la participation des jeunes au développement national dans les régions rurales et urbaines doit être reconnu et encouragé.

6) Pour que leur contribution au développement rural soit effective, les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent nécessairement être établis dans le cadre d'un programme global et intégré de développement rural.

7) La formation dans le cadre des programmes nationaux de services pour la jeunesse, de jeunes qui chercheront, espère-t-on, à gagner leur vie à la campagne doit être adaptée d'une façon réaliste, en ce qui concerne son contenu et ses méthodes, aux besoins et aux possibilités de la vie rurale.

8) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent permettre à la jeunesse urbaine d'apporter sa contribution au développement en lui donnant l'orientation et la formation professionnelles dont elle a besoin.

V. Contenu et méthode de formation

a) La formation doit tenir compte des aptitudes du stagiaire, de ses possibilités de trouver un emploi et de l'ensemble des besoins du pays. Le contenu précis et le niveau de la formation donnée dans le cadre des programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient être déterminés en fonction d'études sur l'offre et la demande de main-d'oeuvre.

b) En général, la formation devrait être conçue de façon à offrir aux stagiaires des possibilités d'emploi salarié ou indépendant. De plus, en raison du nombre important de programmes en faveur des jeunes, les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent particulièrement contribuer à la formation d'un nombre suffisant de jeunes qui pourront servir d'instructeurs dans le cadre des programmes eux-mêmes à mesure qu'ils se développeront, ou comme vulgarisateurs et animateurs dans un grand nombre de secteurs d'activités urbaines et rurales.

c) Dans toute la mesure du possible, la formation devrait être donnée dans la localité elle-même et dans des conditions analogues à celles dans lesquelles devront vivre et travailler les jeunes gens lorsqu'ils quitteront le service national.

d) Les responsables de la formation donnée dans le cadre des programmes de services nationaux pour la jeunesse trouveront des indications utiles dans la recommandation 136(1970) de l'OIT, au sujet de programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse.

e) Les programmes de services nationaux pour la jeunesse ne peuvent négliger l'efficacité de l'apprentissage en tant que méthode de formation, car non seulement il permet l'acquisition des compétences requises mais aussi il façonne les attitudes et les rapports qui conditionnent le succès futur dans l'emploi.

RECOMMANDATIONS

9) Le contenu, la méthode, le niveau et le lieu de la formation dispensée dans le cadre des programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient être fondés sur une évaluation réaliste de l'offre et de la demande d'emploi.

10) La formation devrait être donnée dans des conditions aussi proches que possible de celles dans lesquelles les jeunes gens seront vraisemblablement appelés à utiliser les connaissances et les compétences acquises.

11) Les programmes de services nationaux pour la jeunesse devront prévoir, notamment dans leur mandat, les moyens d'encourager et d'aider les programmes d'apprentissage.

VI. Emploi

a) Si dans bien des cas la création d'emplois doit être l'un des premiers objectifs des programmes nationaux de services pour la jeunesse, il convient de ne pas négliger les nombreuses conditions de caractère plus général qui devront être remplies pour que le nombre et la gamme des emplois offerts aux jeunes correspondent à leurs aspirations et à leurs besoins. Ces conditions touchent notamment les termes de l'échange dans le monde, l'établissement d'une structure convenable des prix et la conclusion d'accord de commercialisation des produits de base, ainsi que le développement des échanges entre les pays africains eux-mêmes. Il faut aussi que les pays réglementent plus rigoureusement leurs structures économiques pour améliorer les échanges et en particulier, pour agir sur le marché du travail.

b) En outre, l'application, dans toute la mesure du possible de techniques exigeantes en main-d'oeuvre plutôt qu'en capital pourra contribuer à la création de nouveaux emplois. Une étude plus approfondie des sous-produits des industries déjà établies pourrait aussi permettre de créer de nouveaux emplois pour les jeunes.

c) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient accorder les premiers la priorité aux projets qui auront un effet "multiplicateur" sur la création d'emplois. Ces programmes devraient notamment favoriser les petites industries, l'artisanat, les petites cultures, les coopératives de production ou les emplois indépendants, ainsi que toutes les mesures qui pourraient éventuellement conduire à la création d'emplois.

d) Le programme devrait être conçu de façon à encourager l'esprit d'entreprise parmi les jeunes et être appuyé par des mesures logistiques et financières telles que des crédits de fonctionnement.

e) En plus des emplois qui pourraient être créés dans les divers secteurs d'activités industrielles primaires et secondaires, il existe de nombreuses possibilités souvent négligées, d'employer les jeunes dans des activités de service et des emplois semi-spécialisés et auxiliaires couvrant une gamme très étendue de services techniques et sociaux; on pourrait en outre accroître ainsi le nombre et l'efficacité des spécialistes qualifiés en établissant une infrastructure de services logistiques moins coûteuse que la formation spécialisée de personnel supplémentaire.

RECOMMANDATIONS

12) Dans le cadre des politiques nationales globales qui doivent viser à créer des possibilités d'emplois pour les jeunes, les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent accorder la priorité aux projets qui permettront aussi la création d'emplois.

13) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent favoriser et encourager les petites industries, l'artisanat, l'organisation coopérative de la production ou des services, qui permettront à un plus grand nombre de jeunes de gagner convenablement leur vie dans des conditions garantissant leur dignité et répondant à leurs aspirations.

14) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent fournir ou pouvoir procurer aux jeunes gens qui ont terminé leur stage des services qui leur assurent le soutien et l'aide dont ils ont besoin pour se lancer dans des entreprises individuelles ou coopératives. Ces services peuvent prendre la forme de prêts de fonctionnement, de crédit dont l'utilisation sera contrôlée, de facilités d'installation ou de cours de vulgarisation.

15) Il faudra s'occuper aussi des possibilités d'emploi pour les jeunes qui ont achevé leur formation dans le cadre des programmes nationaux de services pour la jeunesse, au niveau semi-spécialisé ou auxiliaire dans différents services techniques et sociaux et notamment les services sanitaires.

VII. Enseignement

a) L'enseignement est un des facteurs essentiels du développement national. Les systèmes d'enseignement en vigueur dans de nombreux pays africains doivent être rénovés et orientés de façon à tenir compte des réalités de l'existence que la plupart des jeunes doivent mener, ainsi que des exigences du développement économique et social.

b) En raison de la nécessité d'assurer un enseignement permanent pour tous et de remédier aux lacunes des systèmes d'enseignement classiques, l'enseignement général doit être intégré dans les programmes nationaux de services pour la jeunesse, l'accent étant mis dans la plupart des cas sur les aspects et les méthodes pratiques.

c) Les locaux et moyens existants peuvent être utilisés pour toutes sortes d'études générales et techniques. On peut recourir à l'enseignement par correspondance, lorsqu'il répond aux besoins, en particulier pour ceux qui viennent d'apprendre à lire et à écrire. Les instituteurs et d'autres membres de la collectivité peuvent être invités à se porter volontaires pour enseigner dans des écoles de perfectionnement; on pourra à cet effet faire appel à leur esprit civique. Il ne faut pas négliger les besoins spéciaux tels que, cours d'alphabétisation, éducation corrective et culturelle et enseignement pour diminués physiques.

RECOMMANDATIONS

16) Il faut généralement réformer et rénover les systèmes d'éducation des pays africains.

17) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient prévoir des cours d'éducation générale et extra-scolaire pour répondre aux besoins des participants.

18) Il faudrait utiliser aux niveaux appropriés diverses méthodes d'enseignement en particulier des méthodes dynamiques et, pour des raisons d'économie, se servir des installations existantes et du personnel en place à titre bénévole, le cas échéant.

VIII. La responsabilité de la jeunesse, y compris l'éducation civique

a) L'éducation civique est un élément essentiel de l'éducation de la jeunesse. Il appartient au pays intéressé de déterminer les détails précis des diverses matières de l'instruction civique dans le cadre de sa politique et de sa culture, mais l'enseignement de la tolérance à l'égard des idées des autres doit certainement constituer une partie importante de cette instruction. En même temps, les adultes devraient inciter les jeunes à se montrer tolérants dans la société, en particulier si eux-mêmes manifestent plus de tolérance à l'égard des idées des jeunes.

b) Cependant, l'éducation civique n'est pas seulement une matière d'enseignement, elle doit aussi préparer les jeunes à assumer leurs responsabilités, ce qu'ils ne pourront véritablement apprendre qu'en remplissant effectivement des fonctions responsables. La participation des jeunes aux programmes de services pour les autres et pour leur pays doit être considérée comme une forme d'enseignement "sur le tas" dans le domaine de l'éducation civique.

RECOMMANDATIONS

19) Outre l'instruction civique officielle, il y a lieu de reconnaître l'importance de la formation pratique. A cette fin, les jeunes devraient participer à la planification, à l'élaboration des décisions et à l'exécution des programmes. Ils devraient aussi travailler dans les organismes chargés de la formation des politiques visant la jeunesse et participer à la gestion des programmes qui les concernent.

IX. Le rôle de la jeunesse urbaine

a) Dans nombre de pays, les écoles secondaires et les universités sont concentrées dans les zones urbaines. La jeunesse urbaine a facilement accès aux établissements supérieurs mais, souvent faute de moyens et d'une organisation qui leur permettent d'entreprendre des projets dans les régions rurales, ils ont tendance à dissocier leur propre situation de celle de leurs contemporains des campagnes et ignorent totalement une grande partie des problèmes de leur pays. Dans ces conditions, leur éducation, si bonne qu'elle soit sur le plan universitaire, reste incomplète.

b) Un service volontaire de la jeunesse urbaine peut permettre à celle-ci de jouer un rôle utile dans les programmes et les projets de développement rural et, en même temps d'établir des contacts avec la jeunesse rurale. Ce service peut être organisé pour de longues périodes ou de manière à permettre à la jeunesse urbaine de participer à des activités rurales plus brièvement par exemple pendant les week-ends ou une partie des vacances.

c) Les jeunes universitaires et d'autres jeunes gens scolarisés peuvent rendre des services précieux en participant aux programmes d'alphabétisation fonctionnelle ou à d'autres travaux de formation et de développement, volontairement ou moyennant un salaire symbolique. En participant ainsi directement à des projets de développement dans leurs propres collectivités ou dans d'autres, les étudiants peuvent être amenés à prendre conscience de leur responsabilité sociale et civique.

d) Pour préparer la jeunesse scolaire et universitaire à participer aux projets de développement, les organisations d'étudiants et les associations professionnelles d'enseignants doivent procéder à des consultations. Il ne faut pas que la participation aux projets de développement procède d'un principe paternaliste ou d'un sentiment de condescendance, elle doit être l'expression d'un esprit de solidarité et d'entraide de la part de la jeunesse et des collectivités du pays. De plus, cette participation permettra de modifier l'attitude, souvent hostile, de la société à l'égard des universitaires.

e) La plupart des programmes de services nationaux pour la jeunesse n'ont pas encore suffisamment aidé les jeunes qui vivent dans les taudis urbains et les faubourgs des villes à reconnaître et à jouer leur rôle dans le développement.

RECOMMANDATIONS

20) Les élèves des écoles rurales et les étudiants des universités doivent s'enrichir eux-mêmes et enrichir leurs camarades en participant à des projets d'enseignement et de développement, en particulier dans les régions rurales.

21) Toutes dispositions devront être prises pour permettre aux jeunes citoyens de participer au développement rural pendant des périodes plus ou moins longues, notamment grâce à des consultations entre étudiants et enseignants et avec les habitants de la région où le projet est situé.

22) Les universités africaines devraient envisager sérieusement la possibilité d'instaurer des programmes de service universitaire dans le cadre desquels les étudiants seraient tenus de travailler dans les zones rurales pendant un certain temps au titre de leurs études universitaires ou de leur formation professionnelle.

23) Des efforts complémentaires sont nécessaires pour que les programmes de services nationaux pour la jeunesse permettent que les jeunes des bidonvilles apportent une contribution effective au développement de leur collectivité locale et de leur pays.

X. Besoins particuliers des jeunes filles

a) Toutes les conclusions du Séminaire s'appliquent tant aux jeunes filles qu'aux jeunes gens. Cependant, comme l'éducation, la formation et les possibilités d'emploi pour les jeunes filles sont loin de correspondre à celles des garçons dans la plupart des pays africains, il convient de déployer des efforts particuliers pour assurer la participation d'un plus grand nombre de jeunes filles aux programmes de services nationaux pour la jeunesse. Ceci n'est guère facile, notamment en raison des pressions sociales, internes et autres qui très souvent empêchent les jeunes filles de bénéficier pleinement des avantages des cours de formation, même quand ces projets leur sont destinés.

b) Certains pays ont des programmes et des cours de formation mixtes. Ceux-ci présentent l'avantage de pouvoir contribuer à remettre en question la conception traditionnelle des tâches qui reviennent respectivement aux hommes et aux femmes. Ce ne sont pas seulement les jeunes filles qui ont besoin de conseils pour bénéficier pleinement des nouvelles possibilités de formation et d'emploi. Les jeunes gens, en tant que maris ou futurs maris doivent être guidés pour arriver à comprendre le nouveau point de vue des femmes et accepter les changements qui s'opèrent dans les relations entre les deux sexes et le nouveau rôle des femmes dans toutes les sphères de la société. A cet égard, les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent offrir aux personnes des deux sexes, la possibilité d'entreprendre ensemble des activités socio-économiques dans une atmosphère saine de coopération et d'aide mutuelle.

c) Les programmes pour les jeunes filles doivent comporter une formation théorique et pratique, leur participation à la mise en oeuvre des programmes dans des domaines tels que l'économie ménagère, la puériculture, la nutrition et le développement communautaire est également nécessaire. Les stagiaires doivent être renseignées sur les moyens qui leur permettront de continuer à prendre une part active à des programmes analogues, comme animatrices de groupes sociaux et civiques et dans le développement communautaire en général après avoir participé à des programmes de services nationaux pour la jeunesse. Il est bon de se rappeler que la formation donnée aux jeunes filles peut être reprise et poursuivie plus tard, lorsqu'elles sont moins tenues par leurs obligations familiales. Il faudrait étudier les moyens qui donneront à la formation qu'elles reçoivent le maximum d'effets sur le développement de la vie communautaire, en surmontant ou en limitant les obstacles qui très souvent entravent la pleine participation des femmes.

RECOMMANDATIONS

24) On doit s'efforcer d'accroître le nombre de jeunes filles qui prennent part aux programmes nationaux de services pour la jeunesse.

25) Il faut prévoir des programmes pour les jeunes filles qui n'ont que peu ou pas d'instruction, en particulier celles qui ont de 12 à 16 ans, c'est-à-dire qui ont abandonné l'école ou qui ont achevé des études élémentaires, avant qu'elles n'aient à faire face aux préoccupations du mariage et de la maternité.

26) Les programmes pour les jeunes filles doivent mettre l'accent sur les nouvelles techniques de formation théorique en plus de la préparation traditionnelle à la vie ménagère et familiale. Il faudrait aussi prévoir des cours d'alphabétisation fonctionnelle dans le cadre des programmes de services nationaux pour la jeunesse à l'intention des nombreuses jeunes filles analphabètes des régions rurales.

XI. Recrutement et formation d'animateurs

a) La formation des animateurs est la pierre angulaire des programmes nationaux de services pour la jeunesse. La pénurie d'animateurs qualifiés en Afrique paraît mettre en question tout l'avenir des programmes de jeunes du continent.

b) La diversité des activités de jeunesse offre des possibilités de recrutement de cadres salariés et bénévoles dans tous les secteurs de la vie nationale. Les cadres, outre leurs compétences techniques, doivent avoir les qualités de base d'un éducateur et un haut niveau moral : compréhension et intérêt manifeste pour les problèmes des jeunes, disponibilité, enthousiasme et esprit d'initiative. Les animateurs des programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent être bien renseignés sur le programme de développement national et sur ses principaux objectifs.

c) Un montant suffisant du budget consacré aux programmes de services pour la jeunesse doit être affecté à la tâche essentielle de la formation des animateurs.

d) Il faut encourager divers établissements de formation, en particulier les écoles normales et les écoles de service social, à inscrire à leurs programmes des cours de formation d'animateurs de jeunes.

e) Il serait avantageux de recruter des animateurs sur place, de préférence parmi la population des collectivités qu'ils seront appelés à servir. Une expérience pratique des activités de jeunesse est probablement l'une des meilleures formes de formation et doit être considérée comme une condition essentielle de l'admission à un programme de formation d'animateurs de jeunes.

RECOMMANDATIONS

27) Il faudrait accorder une attention particulière et affecter des fonds suffisants à la formation d'animateurs de tous les niveaux. Les programmes de formation devraient prévoir des cours pour débutants et des cours de perfectionnement.

28) Les gouvernements devraient étudier la possibilité de fournir progressivement une gamme très étendue de moyens de formation en faisant appel aux centres et aux écoles situés aux niveaux national, régional et international.

29) Il est fortement recommandé que la formation revête un caractère multidisciplinaire, de façon à assurer une meilleure coopération entre les différentes catégories de travailleurs qui se consacrent à aider la jeunesse.

XII. Les besoins de groupes spéciaux

Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent s'adresser à toutes les catégories de jeunes et leur permettre de développer pleinement leurs capacités en tant qu'individus et que moteurs du développement de leurs pays. Ils peuvent non seulement participer à ce développement mais aussi en bénéficier.

RECOMMANDATIONS

30) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient accorder une attention spéciale aux jeunes analphabètes, à ceux qui abandonnent leurs études et à ceux qui quittent l'école très jeunes. On peut les aider, comme les autres jeunes, à acquérir des connaissances et des compétences techniques, à apprendre un métier, à s'organiser en sociétés coopératives pour produire des articles ou fournir des services. Ils peuvent aussi recevoir une formation en vue de servir d'aides ou d'auxiliaires dans diverses catégories d'emplois.

31) Des possibilités de formation spéciale et d'emploi devraient être prévues, le cas échéant, en faveur de différentes catégories de jeunes diminués physiques et ceux-ci devront, dans toute la mesure du possible, être intégrés aux programmes d'emploi et de formation des services ordinaires pour la jeunesse.

XIII. Aspects culturels et récréatifs

a) Bien que les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent être essentiellement axés sur l'éducation, la formation et la création d'emplois, les programmes de caractère culturel ne doivent pas être négligés. Les jeunes doivent être encouragés à apprendre, à connaître, à aimer et à pratiquer toutes les formes d'arts et de folklore africains.

b) Avec l'appui des gouvernements africains et le concours des moyens d'information, les jeunes doivent être encouragés à entreprendre eux-mêmes des recherches dans les domaines de la littérature traditionnelle, de la musique, des jeux et des sports africains.

c) Les programmes nationaux de jeunesse doivent fournir l'occasion aux jeunes d'apprendre à connaître leur propre pays et leur continent et de se familiariser avec leur histoire naturelle et le rôle de leur peuple dans l'histoire mondiale.

d) Tout doit être mis en oeuvre pour permettre aux jeunes de voyager dans leur propre pays et à travers l'Afrique, au moyen de programmes d'échanges de jeunes et autres mesures analogues.

RECOMMANDATIONS

32) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent prévoir des activités de caractère culturel et récréatif qui mettront l'accent sur la richesse du folklore, des arts, de l'histoire et des beautés naturelles qui constituent l'héritage de la jeunesse africaine; l'organisation de festivals régionaux devra être encouragée dans ce domaine.

XIV. Rôle des organisations non gouvernementales de jeunesse

a) Les organisations non gouvernementales peuvent, dans certains cas, constituer un moyen privilégié pour orienter l'enthousiasme et l'esprit d'initiative des jeunes vers des fins constructives. Pour remplir ce rôle, elles doivent faire une plus large part dans leurs programmes aux activités touchant le développement national et local, et s'assurer que ces programmes sont conçus et exécutés dans le cadre de la politique générale de l'Etat en matière de jeunesse et de développement.

b) Les organisations non gouvernementales ont aussi la possibilité d'inclure l'instruction civique dans leurs programmes et notamment d'encourager la participation au service volontaire.

c) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse peuvent bénéficier de l'expérience et de la collaboration des organisations non gouvernementales et il peut être parfois avantageux de les associer à certaines activités, par exemple aux clubs de jeunes agriculteurs, tant pendant la période de formation que par la suite.

d) Certaines organisations non gouvernementales sont d'origine étrangère et ont donc besoin d'adapter leurs programmes aux besoins liés au développement de l'Afrique.

RECOMMANDATIONS

33) Les programmes nationaux de services pour la jeunesse doivent tirer profit de l'expérience et des programmes des organisations non gouvernementales de jeunesse, lorsque celles-ci existent sous une forme correspondant aux besoins du développement et favorisant la participation de la jeunesse aux programmes de développement.

34) Les organisations non gouvernementales devraient être invitées à adapter leurs programmes aux besoins réels des jeunes, en tant qu'agents du développement de l'Afrique.

XV. Structure de planification et d'administration : coopération et coordination

a) L'administration de programmes nationaux de services pour la jeunesse tend à englober des activités traditionnellement réservées à certains secteurs ou certains services gouvernementaux. Plusieurs ministères et d'autres organismes publics et même non gouvernementaux interviennent et il est essentiel que leurs services soient coordonnés.

b) Il est également essentiel que l'organisme ou les organismes responsables des programmes nationaux de services pour la jeunesse puissent travailler en étroite coopération avec ceux qui sont responsables des programmes de développement, notamment du développement rural et de la création d'une infrastructure de services essentiels en zones rurales.

c) Les activités et les projets inscrits aux programmes nationaux de services pour la jeunesse devraient être concentrés sur des objectifs précis, plutôt que de se disperser dans trop de domaines. A cet effet, il y aura lieu de décentraliser la structure administrative interne au niveau régional et au niveau local, pour que les résultats et la participation sur le terrain soient aussi effectifs que possible.

RECOMMANDATIONS

35) Un dispositif gouvernemental bien conçu et efficace devrait être mis en place pour la coordination au niveau national et au niveau local, afin a) que tous les ministères et tous les services responsables de programmes de services pour la jeunesse coopèrent effectivement; b) que cette coopération soit organisée à un niveau élevé, en conformité avec la politique et l'action nationales; c) que, dans le cas où la responsabilité des programmes pour la jeunesse revient à un seul ministère, celui-ci ait des relations de travail bien établies avec tous les autres organismes qui doivent être associés à ses programmes de formation et de développement.

36) La structure administrative intérieure des programmes nationaux de services pour la jeunesse devrait être décentralisée afin que les programmes aient le plus de portée et d'efficacité possible au niveau local.

37) L'organisme de coordination responsable de la réalisation des programmes pour la jeunesse devrait tenir des réunions assez fréquentes pour contrôler l'exécution des décisions prises.

XVI. Coopération internationale : échange d'informations et d'idées

a) Dans les pays africains, l'élaboration de programmes nationaux de services pour la jeunesse est encore à un stade relativement peu avancé. Pour améliorer leur efficacité, il serait souhaitable d'organiser un échange régulier d'idées, d'information et de données d'expérience. Cette forme d'assistance mutuelle pourrait être considérablement développée sur une base intra-africaine.

b) La formation de personnel de toutes catégories dont cadres administratifs des programmes nationaux de services pour la jeunesse, instructeurs et spécialistes, peut être assurée plus économiquement, du point de vue des ressources humaines et financières, à l'échelon sous-régional ou régional, grâce à l'utilisation des moyens existants, en particulier des centres de formation de l'OIT à Yaoundé et à Nairobi.

c) Des séminaires et des stages de formation conjoints ainsi que des visites d'étude devraient être encouragés entre pays voisins, en particulier lorsque les gouvernements appartiennent aux mêmes groupements politiques ou économiques sous-régionaux.

d) Le système des Nations Unies et en particulier de la CEA, en collaboration avec les bureaux régionaux des institutions spécialisées, ont un rôle vital à jouer en aidant les pays africains à élargir la portée et l'ampleur de la coopération internationale dans le cadre des programmes nationaux de services pour la jeunesse.

e) Il y a un manque de coordination manifeste dans la fourniture de l'aide apportée aux pays africains, en faveur des programmes de jeunesse, qu'elle soit d'origine internationale, multilatérale, bilatérale ou non gouvernementale. Un volume relativement important d'assistance financière et technique est mis en jeu, mais on peut se demander si elle est octroyée ou utilisée avec le maximum d'efficacité.

RECOMMANDATIONS

38) L'échange d'idées et d'information devrait être amélioré grâce à la publication d'un bulletin trimestriel régulier donnant des nouvelles sur les activités de jeunesse dans la région : cette publication devrait être

assurée par la CEA avec la collaboration des membres du Comité régional interinstitutions pour la jeunesse et être largement diffusée auprès des gouvernements africains et des organisations de jeunesse.

39) La CEA devrait dresser et publier une liste de tous les moyens de formation d'animateurs existant dans la région.

40) La CEA devrait entreprendre une étude sur les stages de formation pour animateurs organisés en Afrique, en insistant sur les méthodes nouvelles qu'exigent les besoins des animateurs de programmes nationaux de services pour la jeunesse en matière d'éducation et de formation, conformément aux directives données par le Séminaire.

41) La possibilité d'utiliser les moyens existants, sur le plan national et international, pour des stages de formation régionaux et sous-régionaux à l'intention de diverses catégories d'animateurs devrait être étudiée et une assistance internationale sollicitée, le cas échéant, pour renforcer et compléter ces moyens.

42) Des dispositions devraient être prises pour que plusieurs pays d'une même sous-région organisent ensemble des séminaires périodiques sur les programmes nationaux de services pour la jeunesse et des sujets connexes, en particulier lorsque ces pays appartiennent aux mêmes groupements économiques ou politiques; ces séminaires pourraient être itinérants, c'est-à-dire se tenir successivement dans différents pays, et devraient en tout état de cause prévoir à la fois des visites d'étude sur le terrain et des discussions et cours théoriques.

43) Les gouvernements devraient connaître et utiliser les services consultatifs et l'aide techniques en matière de programmes nationaux de services pour la jeunesse fournis par le système des Nations Unies, des donateurs d'aide bilatérale et des organismes non gouvernementaux et à buts non lucratifs, tant en Afrique que hors du continent.

44) L'Organisation des Nations Unies devrait prendre des mesures visant spécialement à rendre plus efficaces ses activités en faveur de la jeunesse africaine, en particulier les suivantes :

- a) Mieux définir et faire connaître plus largement les orientations et les objectifs principaux de ses activités relatives aux programmes de jeunesse;
- b) Affecter au secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique deux conseillers régionaux en matière de jeunesse (un anglophone et un francophone);

- c) Créer une section de la jeunesse au secrétariat de la CEA et affecter un spécialiste de la question dans chacun des quatre bureaux sous-régionaux;
- d) Renforcer le Comité régional interinstitutions pour la jeunesse et inviter des organisations non gouvernementales de jeunesse, ou consacrées à la jeunesse, à participer aux réunions du Comité;
- e) Créer avec la coopération de l'Organisation de l'unité africaine, un corps africain consultatif d'organisations non gouvernementales, en vue d'harmoniser et de coordonner les politiques intéressant la jeunesse à l'échelon régional et sous-régional, en ce qui concerne en particulier les programmes de formation et l'échange de données sur l'expérience acquise en matière de programmes nationaux de services pour la jeunesse.

45) Le présent Séminaire devrait être suivi :

- a) Par des séminaires nationaux organisés avec l'aide d'institutions internationales, dont les débats et les conclusions en matière de politique et de programmes de jeunesse devraient être largement diffusés grâce aux moyens d'information, en particulier la radio et la télévision, afin d'amener le public à mieux connaître les programmes nationaux de services pour la jeunesse et d'y contribuer davantage;
- b) Par une réunion régionale de ministres ou autres hauts fonctionnaires responsables des programmes nationaux de services pour la jeunesse et habilités à prendre des décisions concernant l'exécution de ces programmes. Cette réunion devrait être convoquée dès que possible et se tenir ensuite régulièrement, comme les réunions trimestrielles des ministres africains de l'éducation qui sont déjà organisées.

Annexe I. ORDRE DU JOUR ET CALENDRIER DES TRAVAUX

Lundi 23 novembre 1970

10 heures	Inscription des participants Réunions officieuses des participants et des observateurs
15 heures	Cérémonie d'ouverture
16 h 30	Election du Bureau Adoption du calendrier des travaux

Mardi 24 novembre 1970

9 h - 12 h 30 15 h - 16 h 30	Point 1 de l'ordre du jour : <u>Examen de l'évolution récente des programmes nationaux de services pour la jeunesse en Afrique</u> <u>Animateur des débats</u> : M. Peter Kuenstler
---------------------------------	--

Mercredi 25 novembre 1970

	Point 2 de l'ordre du jour : <u>Rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans le développement économique et social</u> <u>Animateurs des débats</u> : MM. Blavo et Galeazzi
--	--

Jeudi 26 novembre 1970

	Point 3 de l'ordre du jour : <u>Mesures propres à accroître la contribution des programmes au développement économique et social</u> <u>Animateurs des débats</u> : M. Shawky, Mlle Lettie Stuart et M. Mannaert <u>Analyse des coûts et des avantages des programmes de services pour la jeunesse</u> <u>Animateur des débats</u> : M. A.M.K. Nair
19 heures	Réception offerte par le Secrétariat international du service volontaire.

Vendredi 27 novembre 1970

Réunions des comités

Comité I : Les programmes nationaux de services pour la jeunesse et la participation des jeunes au développement rural

Comité II : Les programmes nationaux de services pour la jeunesse et la participation des jeunes aux programmes de développement national autres que ceux portant sur le développement rural

Samedi 28 novembre 1970

18 heures

Réunions des comités

Réception suivie d'une projection de films

Dimanche 29 novembre 1970

Journée libre

Lundi 30 novembre 1970

9 h 30 - 12 h 30

Visites d'étude à Addis-Abéba

15 h - 18 h 30

Réunions des comités : discussion et adoption des rapports et recommandations des comités

Mardi 1er décembre 1970

Séance plénière
Examen des projets de rapport et recommandations des comités I et II

Mercredi 2 décembre 1970

Séance plénière

Point 4 de l'ordre du jour : Politique nationale à l'égard de la jeunesse et coopération internationale

Animateur des débats : M. John Plate

Jeudi 3 décembre 1970

9 h - 12 h 30

Matinée libre

15 h

Séance plénière

Examen du projet de rapport final

Vendredi 4 décembre 1970

Séance plénière

Examens et adoption du rapport final

Séance de clôture

19 h

Réception offerte par le Directeur
régional de l'OIT pour l'Afrique,
au bureau de l'OIT.

Annexe II. LISTE DES PARTICIPANTS ET DES OBSERVATEURS

PARTICIPANTS

Botswana

Mr. BENJAMIN G. MAKOBOLÉ, Assistant Secretary, Ministry of Local Government
Private Bag 6, Gaborone

Burundi

M. BALTHAZAR NAHIMANA, Secrétaire permanent de la JRR,
(Jeunesse révolutionnaire Rwagasore), B.P. 475, Bujumbura

M. B. MASABO, Ambassade du Burundi, Addis-Abéba

Cameroun

M. ETIENNE ATHANASE, Chef du Service de la jeunesse et de l'éducation populaire
Ministère de la jeunesse, B.P. 1061, Yaoundé

Congo (République populaire du)

M. JOSEPH LUDOVIC SAMBA, Deuxième Vice-Président de l'Union de la jeunesse
socialiste congolaise, B.P. 885, Brazzaville

Congo (République démocratique du)

M. RAPHAEL MUTOMBO, Ambassade de la République démocratique du Congo,
B.P. 2723, Addis-Abéba

M. FAUSTIN NDUELO, Ambassade de la République démocratique du Congo,
B.P. 2723, Addis-Abéba

Ethiopie

Mr. SEYOUN GEBRE SELASSIE, Dean, School of Social Work,
Haile Selassie I University, Addis Ababa

Mr. ZAREIT BENNET, Training Officer, Ministry of National Community
Development and Social Affairs, Addis Ababa

Mr. ALEMAYEHU FERIDE, Superintendent, Ras Desta Urban Development Centre,
Addis Ababa

Mr. MEBRAHTU YOHANNES, Chief, Social Defence Section,
Ministry of National Community Development and Social Affairs, Addis Ababa

Mr. ASEBE SELASSIE NEGATU, Youth and Agriculture Officer,
Ministry of National Community Development and Social Affairs, Addis Ababa

Gabon

M. JOSEPH BATCHI, Inspecteur de la jeunesse et des sports, Libreville

Ghana

Hon. CARL D. REINDORF, Ministerial Secretary,
Ministry of Youth and Rural Development, Accra

Côte d'Ivoire

M. GASTON BAGOU, Inspecteur de la jeunesse et des sports,
B.P. 1872, Abidjan

Kenya

Mr. SAMUEL AWUOR TONGOI, Deputy Director, National Youth Services,
P.O. Box 30397, Nairobi

Libéria

Hon. S.A.P. HORTON, Director, Bureau of Youth, Monrovia

Mr. WILLIAM J. SONII, Vice Consul, Embassy of Liberia, Addis Ababa

Libye

Mr. ASSUNNI MOHAMED ABDALLAH, Head, Labour Office, Tripoli

Madagascar

M. JEAN EVARISTE RAKOTOARIMANANA, Chef de la Division de la jeunesse,
Commissariat d'Etat de la jeunesse et des sports, Tananarive

Mali

M. HABIB DIOP, Directeur du Centre national de l'animation rurale, Koulouba

Maurice

Hon. ABDOOL RAOUF BUNDHUN, Parliamentary Secretary, Ministry of Youth
and Sports, Government House, Port Louis

Maroc

M. MOHAMED EL KHLIFI, Chef du Service de la jeunesse, Ministère de la
jeunesse, des sports et des affaires sociales, Rabat

Niger

M. DJIBRILLA HIMA, Directeur de la jeunesse et des sports, Niamey

Nigéria

Mr. E.A. ADULOJU, Higher Social Welfare Officer, Federal Ministry of Labour, Lagos

Rwanda

Mr. ANDRE BIZIMANA, Attaché de cabinet pour le service civique de la jeunesse et la réserve de la garde nationale, Ministère de la garde nationale et de la police, Kigali

Sénégal

M. ABDOUL MAGIB GUENE, Chef de la Division jeunesse au Secrétariat d'Etat, Dakar

Sierra Leone

Mr. A.B.M. KARGEBO, Social Development Assistant, 26 Sackville Street, Freetown

Somalie

Mr. ABDUREHMAN ABASS AHMED, Youth Organizer, Public Relations Office, Mogadiscio

Soudan

Mr. AHMED ALI OSMAN, Head of Central Services, Section for Youth Programmes, Ministry of Youth, Sports and Social Affairs
Khartoum

Souaziland

Miss T.E. HLATSHWAYO, Social Welfare Officer, Ministry of Local Administration, P.O. Box 432, Mbabane

Tanzanie

Mr. L. GAMA, Director, National Service, P.O. Box 1694, Dar-es-Salaam

Mr. ALEX O.J. LEMA, National Service Officer, Dar-es-Salaam

Togo

M. SEVERIN DOSSOUVI, Chef du Service de la protection de la jeunesse à la Direction des affaires sociales, Lomé

Ouganda

Mr. E.B. GALUKANDE, Permanent Secretary, Ministry of National Service, P.O. Box 5966, Kampala

Ouganda (suite)

Mr. C.K. RWEBISHAKA, Employment Officer, Ministry of Labour,
P.O. Box 4677, Kampala

Mr. L.S. OGIAL, Senior Youth Organizer, Ministry of Culture and Community
Development, P.O. Box 7093, Kampala

RAU

Dr. MOHAMED FAWZY HUSSEIN, Professor of Ecology, Faculty of Science,
University of Cairo, Cairo

Haute-Volta

M. PAUL BOUDA, Inspecteur de la jeunesse et des sports,
Ministère de l'éducation nationale, Ouagadougou

Zambie

Mr. W. SINBOTWE, Principal, Ministry of Home Affairs, i/c Zambia National
Youth Service, P.O. Box 1862, Lusaka

OBSERVATEURS

OIT

Mr. IAN GRANT, ILO Regional Vocational Training Adviser, Addis Ababa

Mr. A.M.K. NAIR, ILO Expert in Manpower Planning and Assessment, Addis Ababa

PNUD

Dr. W.J. KOUWENHOVEN, Représentant résident des Nations Unies a.i., Addis-Abéba

Mr. D.K. BISWAS, Représentant résident adjoint, Addis-Abéba

FAO

Mr. EJCIL HANSEN, Rural Institutions Officer (Rural Youth),
Rural Institutions Division, FAO, Rome

Miss INGRID JANELID, Home Economics Officer, FAO, Rome

FISE

Mr. ALAN E. MCBAIN, Représentant du FISE, Addis-Abéba

OMS

Dr. A.H. THOMAS, WHO Liaison Officer with ECA, Addis Ababa

UNESCO

Mr. ERIC ARMERDING, UNESCO Representative to ECA, Addis Ababa

Mr. S. HAILU, Programme Assistant, Division of Youth Activities UNESCO,
Place de Fontenoy, 75 Paris - 7e

AGENCES INTERNATIONALES

OUA

M. GRATIEN POGNON, Secrétaire général adjoint, P.O. Box 3243, Addis-Abéba

M. PETIT-PIERRE MFUNI, Chef de la section des affaires sociales,
P.O. Box 3243, Addis-Abéba

M. JEROME GOMA-NGANGA, Fonctionnaire chargé des organisations non gouver-
nementales, P.O. Box 3243, Addis-Abéba

Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens (YMCA)

27 Quai Wilson, 1201 Genève, Suisse

M. DESTA GIRMA, Secrétaire général de l'YMCA d'Ethiopie, B.P. 335, Addis-Abéba

Association mondiale des guides et des éclaireuses

132 Ebury Street, London S.W.1., England

Mrs. I.M. OBEL, Chief Commissioner of the Kenya Girl Guides Association,
P.O. Box 4, Nairobi

Alliance universelle des unions chrétiennes féminines (YWCA)

37 Quai Wilson, 1201 Genève, Suisse

Mlle HELENA FLIAKOS, Secrétaire général de l'YWCA de Tanzanie,
P.O. Box 2086, Dar es-Salaam

Secrétariat international du service volontaire

10-12 Chemin de Surville, 1213 Genève - Petit Lancy, Suisse

Dr. MICHAEL von SCHENCK, Secrétaire général

Mr. BERNARD FIERY, International Civil Officer

Fédération universelle des associations chrétiennes des étudiants

1211 Genève 3, B.P. 206, Suisse

P.O. Box 14782, Nairobi

Mr. SAMUEL BUSULWA, Bishop Senior School, P.O. Box 75, Mukono, Uganda

World Federation of Democratic Youth
B.P. 147, Budapest 62, Hongrie

Mr. HAMID ABDELAZIZ, Vice-Président

World Federalist Youth, Norrebrogade 36, DK 2200 Copenhagen N, Danemark

Mr. TADESSE KAHESSEYE, Director, WAMF Ethiopian Office Patriots Building,
Room 11, P.O. Box 30134 M-A, Addis-Abéba

International Council on Social Welfare, 600 Frankfurt 1,
Myliusstrasse 24, West Germany

Dr. RUDOLPH PENSE, German National Committee of International Council on
Social Welfare

Mouvement panafricain de la jeunesse, Plateau de la Saulière, B.P. 72, Alger

Mr. B. BENGANA, Secrétaire

Conférence des Eglises de toute l'Afrique

Mrs. MERCY AMBA ODUYOYE, Youth Secretary, P.O. Box 1666, Ibadan, Nigeria

Université Hailé Sélassié Ier, Addis-Abéba

Mr. ADEM ABDALLAH, Special Assistant to the Academic Vice-President

Mr. DICK WEATHERLEY, Associate Professor, School of Social Work

Miss HIRUT IMIRU, Assistant Professor, School of Social Work

Mr. NARDOS TESSEMA, Assistant Lecturer and Officer in charge of Documentation
and Instructional Materials, School of Social Work

Mr. HAILU ABATENA, Lecturer, School of Social Work

Mrs. MIA VAN POLL, Lecturer, School of Social Work

Mrs. ALASEBU GEBRE SELASSIE, Assistant Lecturer, School of Social Work

Mr. QUENTIN F. SCHENK, Professor Social Work Sociology Adviser,
Ethiopian University Services

Mr. MESFIN AMBATCHEW, Assistant Lecturer, Assistant to the Director of
Ethiopian University Services

Mr. ERIC G. FIRTH, Department of Sociology

Mrs. TSEHAY YITBAREK, Young Women's Christian Association, Addis Ababa

Outre les observateurs de l'Université Hailé Sélassié Ier dont le nom est mentionné ci-dessus, un certain nombre d'étudiants de l'école d'activités sociales de l'université ont assisté à quelques-unes des séances plénières et des réunions des comités du Séminaire.

Finlande

S.E. M. JOEL PEKURI, Ambassadeur de Finlande, Addis-Abéba

M. RISTO RANNALI, Attaché, Ambassade de Finlande, Addis-Abéba

République fédérale d'Allemagne

Dr. WINFRIED PULST, Federal Ministry of Economic Co-operation,
185-201, Kaiserstrasse, 53 Bonn

M. JOACHIM von JENA, Ambassade de la République fédérale d'Allemagne,
Addis-Abéba

Israël

Mr. ITZHAK SARFATY, Youth Adviser, Division of International Co-operation,
Ministry of Foreign Affairs, Jerusalem

M. ITZHAK SHELEF, Premier secrétaire, Ambassade d'Israël, Addis-Abéba

Pologne

Dr. L. POREBSKI, Premier secrétaire, Ambassade de Pologne, Addis-Abéba

Suède

M. ERIC CORNELL, Premier secrétaire, Ambassade de Suède, P.O. Box 1029,
Addis-Abéba

Mr. KLAS-GUNNAR LINDEN (Deputy), Head of Swedish Volunteer Service in Ethiopia,
SIDA's Office, P.O. Box 3408, Addis Ababa

Suisse

M. LOUIS CHANEY, Deuxième secrétaire, Ambassade de Suisse, Addis-Abéba

URSS

Mr. VLADIMIR I. MAKAROV, (Member of Presidium of the Soviet Youth Committee),
Premier secrétaire, Ambassade d'URSS, P.O. Box 1140, Addis Ababa

Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du nord

Mr. GEORGE FOGGON, Overseas Labour Adviser to the Foreign and Commonwealth
Office and to the Ministry of Overseas Development, 8, Churton Place
London S.W.1, England

CONSULTANTS

Mr. E.Q. BLAVO, Department of Sociology, University of Ghana,
Legon, Accra, Ghana

M. PIERRE GALEAZZI, c/o Bureau sous-régional de la CEA, B.P. 744,
Niamey, Niger

M. LEO MANNAERT, Organisation internationale du Travail, Genève, Suisse

Mlle LETTIE M. STUART, Alliance universelle des unions chrétiennes féminines
(YWCA), 37 Quai Wilson, 1201 Genève, Suisse

Mr. JOHN H. PLATE, Social Affairs Officer, Social Welfare Services Section,
Social Development Division, United Nations Headquarters,
New York, N.Y. 10017, USA

SECRETARIAT

Directeur

M. J. RIBY-WILLIAMS, Chef de la Division de la mise en valeur des ressources
humaines, Commission économique pour l'Afrique, P.O. Box 3001, Addis-Abéba,
Ethiopie

Co-Directeur

Mr. CARL NISSEN, Chief Inspector of Youth, Ministry of Education,
Frederiksholms Kanal 26, 1220 Copenhagen K, Denmark

Co-Directeur

Mr. PIERRE ADOSSAMA, Senior Regional Officer, International Labour
Organization, Addis Ababa, Ethiopia

Secrétaire général

Mr. PETER KUENSTLER, Division of Social Affairs, United Nations,
Palais des Nations, CH 1211 Geneva 10, Switzerland

Annexe III. LISTE DES DOCUMENTS

- E/CN.14/SW/27 Revue de quelques programmes de service national pour la jeunesse et autres programmes à buts similaires (P. Galeazzi)
- E/CN.14/SW/28 Programmes nationaux de services pour les jeunes femmes et les jeunes filles en Afrique (Lettie Stuart)
- E/CN.14/SW/29 Politiques nationales et coopération internationale en faveur de la jeunesse (John H. Plate)
- E/CN.14/SW/30 Le rôle des programmes nationaux de services pour la jeunesse dans le développement économique et social (E.Q. Blavo)
- E/CN.14/SW/31 Les programmes nationaux des services pour la jeunesse (Où en sommes-nous ? Que devons-nous faire dans l'immédiat ?) (Peter Kuenstler)
- E/CN.14/SW/32 Mesures à prendre pour renforcer la contribution des programmes nationaux de services pour la jeunesse au développement économique et social (A. Shawky)
- E/CN.14/SWSA/7 L'emploi des jeunes et le développement national en Afrique
- ST/TAO/SER.C/108 Rapport du Cycle d'études interrégional sur les programmes de service national de la jeunesse (Holte, Danemark, 17-30 novembre 1968)
- Conclusions : Cycle d'études interrégional sur la formation d'animateurs de jeunes, professionnels et bénévoles (octobre 1969)
- E/4790 Possibilité de créer un corps international de volontaires au service du développement (Rapport du Secrétaire général)
- E/RES/1539(XLIX) Résolution adoptée par le Conseil économique et social : Possibilité de créer un corps international de volontaires pour le développement

Recommandation 136(ILO)

34(LIV-1970)(ILO)

ISVS Report No. 9E
(July 1969)

Exposé par pays

- Botswana
- Burundi
- Cameroun
- Ethiopie
- Ghana
- Kenya
- Libéria
- Libye
- Madagascar
- Mali

Recommandation concernant les programmes spéciaux d'emploi et de formation de la jeunesse en vue du développement

BIT -- Compte rendu provisoire : Cinquante-quatrième session, Genève : Rapport de la Commission des programmes de la jeunesse

L'exode rural des jeunes dans les pays en voie de développement : Réflexions méthodologiques (Louis Roussel)

Création d'emplois par le développement rural : Un projet pilote au Nigéria occidental (P. Mueller et K.H. Zevering)

Analyse des coûts et avantages des services de formation et d'emploi de la jeunesse dans les pays en voie de développement : Essai d'évaluation des coûts et avantages du service national de jeunesse du Kenya (E. Costa, BIT)

Iran's Four Corps for Development

Draft of a Project Proposal for the National Youth Service of Jamaica, together with a summary of the project proposal by Leo Mannaert

Résumé des documents de l'OIT présenté au Séminaire régional sur les programmes nationaux de services, pour la jeunesse en Afrique (Addis-Abéba, 23 novembre -- 4 décembre 1970)

Résolution concernant la Guinée

- Maurice
- Niger
- Nigéria
- Rwanda
- Soudan
- Souaziland
- Tanzanie
- Ouganda
- République arabe unie

SW/INF.1	Programme de la cérémonie d'ouverture
SW/INF.2	Ordre du jour provisoire et calendrier provisoire des travaux
SW/INF.3	Liste provisoire des documents
SW/INF.4/Rev.1	Liste des participants et des observateurs

Annexe IV. RESOLUTION ADOPTÉE PAR LES REPRESENTANTS DES PAYS AFRICAINS
PARTICIPANT AU SEMINAIRE REGIONAL SUR LES PROGRAMMES NATIONAUX
DE SERVICES POUR LA JEUNESSE EN AFRIQUE TENU A ADDIS-ABEBA

Les représentants des pays africains participant au Séminaire régional sur les programmes nationaux de services pour la jeunesse en Afrique, réunis à Addis-Abéba, du 23 novembre au 4 décembre 1970, ont été profondément bouleversés par la terrible nouvelle que leur a apprise le Secrétaire général administratif de l'Organisation de l'Unité africaine de l'attaque inqualifiable lancée contre la République de Guinée par les bandits mercenaires portugais, en collaboration avec les fantoches impérialistes.

Nous estimons que cette action constitue une agression commise contre l'ensemble des pays africains et les autres pays en voie de développement.

Les représentants africains demandent donc instamment à l'OUA, au Mouvement panafricain de la jeunesse et à l'ONU d'intensifier leur intervention afin de mettre un terme à ce grave préjudice porté à ce fils dynamique et fidèle de l'Afrique.

Les délégués africains invitent en outre tous les pays africains à étudier sérieusement cette question et à convoquer immédiatement une réunion pour l'examiner.

En attendant, nous invitons tous les Etats africains à accorder toute l'aide possible pour mettre fin à cette agression.

Les représentants africains demandent enfin que cette motion soit transmise à l'OUA pour que les mesures appropriées soient prises.

Annexe V. DEFINITIONS TIREES DES CONCLUSIONS DU CYCLE D'ETUDE INTERREGIONAL
SUR LES PROGRAMMES DE SERVICE NATIONAL DE LA JEUNESSE
HOLTE (DANEMARK), 17-30 NOVEMBRE 1968 1/

La politique nationale de la jeunesse

Pour les besoins du cycle d'étude il a été admis que l'expression "politique nationale de la jeunesse" désignait les programmes de caractère général qui s'adressent à toute la jeunesse ainsi que les nombreux programmes portant sur l'enseignement, l'éducation extra-scolaire, la formation professionnelle, la protection de la santé des jeunes, les loisirs, les activités culturelles et la participation des jeunes au développement économique et au progrès social. Toute politique nationale de la jeunesse devrait être le produit naturel de l'expérience et s'harmoniser avec les objectifs sociaux et économiques du pays. Elle devrait donner une assise légale aux mesures qu'appellent les problèmes de la jeunesse et mener cette dernière, par degrés, à s'épanouir et à jouer son rôle dans la société. Elle devrait être conçue avec assez de souplesse pour permettre de chercher la solution des problèmes non encore résolus et préparer la société de demain. Enfin, elle pourra envisager des objectifs à court terme aussi bien qu'à long terme.

Les programmes nationaux de la jeunesse

L'on a estimé que l'expression "programme national de la jeunesse", qu'il convient de distinguer de celle de "programme de service national de la jeunesse", pouvait s'appliquer à l'ensemble des activités et des services dans un pays déterminé. Un certain nombre de ces activités et de ces services concernent surtout l'éducation complémentaire, la formation, l'emploi et les conditions de vie de la jeunesse, y compris l'aide aux individus handicapés physiquement ou mentalement, socialement inadaptés et économiquement mal partagés. D'autres peuvent être définis comme le travail accompli avec la jeunesse, ou par des jeunes, dans le cadre d'institutions et de mouvements sportifs, ou consacrés aux loisirs, à l'étude et à la culture, au service civique, ou à celui de la collectivité, ainsi qu'à d'autres buts, exclusifs ou supplémentaires. Par programme de la jeunesse, l'on entendait notamment les services consacrés aux masses et à des groupes choisis, les programmes de promotion autonome de la jeunesse et le service assuré par les jeunes dans l'intérêt de la collectivité, le tout dans le cadre de programmes d'ensemble ou de secteur, susceptibles d'être menés à bien par des groupes de jeunes, seuls ou associés à des organismes officiels, ou à des organisations d'adultes. D'une manière générale, il conviendrait d'affecter une fraction plus importante du budget national au programme national de la jeunesse.

1/ "Rapport du cycle d'étude interrégional sur les programmes de service national de la jeunesse" ST/TAO/SER.C/108

Les programmes de service national de la jeunesse

On a défini le programme de service national de la jeunesse comme l'un des instruments qui viennent s'ajouter aux programmes classiques d'éducation régulière ou libre et de formation professionnelle et qui ont pour objet la mise en oeuvre de la politique nationale de la jeunesse et du développement. Il concerne l'ensemble de l'épanouissement des jeunes des deux sexes, selon les nécessités et les aptitudes de chacun et en fonction des besoins du pays, pour permettre à la jeunesse de participer d'une manière plus efficace au développement socio-économique national.

Il a été admis que les objectifs principaux d'un programme de service national de la jeunesse sont :

- a) D'organiser la formation et d'offrir des emplois productifs dans le cadre des programmes nationaux de développement social, économique et culturel;
- b) D'offrir, d'une manière organisée, des possibilités de servir la collectivité nationale ou locale, en réalisant des transformations économiques et sociales.

Les programmes de service national de la jeunesse qui existent actuellement ont presque tous vu le jour après 1960; ils contrastent vivement avec les méthodes traditionnellement employées pour satisfaire les besoins de la jeunesse. Ils sont nés pour répondre à des nécessités urgentes particulières à tel ou tel pays. Ils ont ceci de commun qu'ils offrent tous à la jeunesse la possibilité de contribuer, d'une manière organisée et disciplinée, à l'oeuvre du développement national.

Les programmes se distinguent par l'importance relative qu'ils attribuent à leurs différents objectifs; ils varient selon l'âge et le niveau d'instruction des jeunes auxquels ils s'adressent; selon la proportion des garçons ou des jeunes gens, des adolescentes ou des jeunes filles qui y participent; selon l'importance des contributions provenant respectivement des gouvernements, des organisations bénévoles de la jeunesse elle-même; enfin, selon les méthodes d'organisation et d'administration suivies. Les programmes de service national de la jeunesse diffèrent aussi par la forme sous laquelle ils se présentent; il peut s'agir en effet de programmes spéciaux de formation professionnelle ou d'emploi, d'un service civil national, d'un service à accomplir en remplacement du service militaire, d'organisations nationales de jeunes travaillant à l'aménagement des campagnes, ou de programmes d'aménagement des collectivités s'adressant à des étudiants.